

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 455 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 455
Oct.-Nov.-Déc. 2000
37è année

DANS CE NUMERO

-Sous prétexte de soutien aux palestiniens: des trotskystes alignés sur l'impérialisme français
-Sur le fil du temps: Le battilocchio dans l'histoire
-A propos d'Adelshoffen, Cellatex... Un exemple à ne pas suivre, le CCI
-Le Luddisme: une étape dans l'histoire de l'organisation du prolétariat

A Belgrade, relève pacifique de la garde bourgeoise

«Libération», «Révolution», «Insurrection des ouvriers et des étudiants», etc., voilà en quel terme les médias internationaux ont décrit la chute «étonnamment rapide» de Milosevic. Mais s'il n'est pas douteux que le régime de Milosevic était devenu profondément impopulaire et que son départ a été salué dans la liesse générale, ce qui s'est passé à Belgrade est tout sauf une révolution. En réalité ce sont les cercles dirigeants de la bourgeoisie serbe qui ont lâché l'ancien «homme fort» de Belgrade et contraint son clan à abandonner le pouvoir.

La presse a reporté les témoignages de différents acteurs qui se disputent la responsabilité d'avoir fait tomber le régime: l'alliance de l'opposition ODS (Opposition Démocratique Serbe) qui avait appelé à la manifestation décisive du 5 octobre, un groupe d'élus de province qui en marge de l'ODS avait comploté la prise du Parlement (!), les étudiants du groupe Otpor («Résistance») qui affirmèrent avoir organisé la manifestation et planifié la prise des locaux de la télévision (1). Mais tout cela n'aurait servi à rien si les piliers de l'Etat que constituent l'armée et la police n'avaient pas fait défaut à Milosevic; l'occupation de la coquille vide qu'est le Parlement par la foule, l'occupation des locaux de la télévision par quelques étudiants n'auraient pu ébranler le gouvernement si celui-ci n'avait pas été réduit à l'impuissance par le lâchage de la plupart de ses soutiens dans les cercles bourgeois et dans l'appareil d'Etat.

La grave crise économique causée par les guerres yougoslaves, l'embargo international et les destructions de la guerre de l'OTAN alimentait une crise politique rampante dans le pays. Milosevic crut pouvoir y faire face par la méthode bourgeoise classique qui lui avait jusqu'ici réussi, le recours à l'opium électoral. Il décida donc la tenue d'élections présidentielles anticipées. Malheureusement pour lui de larges secteurs de la classe dominante y virent l'occasion de se débarrasser en douceur d'un régime qui avait conduit l'économie à la ruine, le pays à l'isolement vis-à-vis des grands centres capitalistes, ainsi qu'à des tensions sociales

(Suite en page 2)

L'entrée en lutte du prolétariat international contre les citadelles impérialistes, seul moyen pour venir en aide aux prolétaires et aux masses palestiniennes

UNE RÉPRESSION BESTIALE BIEN PRÉPARÉE

La violence des affrontements et la brutalité de la répression israélienne se lisent dans les statistiques des victimes: en un mois (du 9 septembre au 27 octobre) 138 palestiniens ont été tués et plus de 5000 blessés, soit autant de morts qu'au cours des 6 premiers mois de l'Intifada en 1987 et autant de blessés qu'en un an (fin novembre ce chiffre était de plus de 200 morts palestiniens contre moins de 20 israéliens). Il est vrai que si du côté palestinien, contrairement à la première Intifada, on a vu l'utilisation d'armes à feu contre les soldats israéliens, les moyens de ces derniers se sont considérablement renforcés depuis cette époque: les médias ont relaté le recours aux armes à munitions réelles pour tirer sur les manifestants, l'utilisation systématique de tireurs d'élite, l'emploi de blindés, de chars lourds et d'hélicoptères de combat (d'abord pour intimider, ensuite pour assassiner certains responsables), etc.

Autre fait typique de la situation actuelle: contrairement à ce qui s'était passé au moment de la première Intifada, cette fois-ci les

C'EST L'OPPRESSION QUI DÉCLENCHE LA RÉVOLTE

Cette nouvelle Intifada a suivi la visite du chef de la droite israélienne Sharon, le boucher de Sabra et Chatila, entouré d'un millier de policiers, à un site religieux musulman de Jérusalem («l'Esplanade des Mosquées») dont il revendique l'annexion car il se situe-

rait à l'emplacement d'un ancien site sacré juif (le «Mont du Temple»). La brutale répression des policiers israéliens tirant contre les manifestants palestiniens sans armes et tuant 7 d'entre eux, mit le feu aux poudres.

Pour la propagande israélienne, c'est Arafat et l'«Autorité palestinienne» (expression diplomatique pour décrire l'embryon de gouvernement qui régit les territoires pa-

palestiniens citoyens d'Israël (qui ne sont plus très loin de représenter 20 % de la population israélienne) ont protesté massivement par des manifestations, des barrages et une grève générale; en réponse ils ont été victimes de véritables pogroms et de la répression brutale de la police qui ont fait 13 morts, des centaines de blessés et environ 500 arrestations (le chiffre exact de ces arrestations qui visent à terroriser la population n'est pas connu).

L'ONU et les pays arabes ou occidentaux (y compris les Etats-Unis, dans la dernière période) ont reproché à Israël un «usage disproportionné de la violence» (sic!). De nombreux articles de presse indiquent qu'il s'agit d'une volonté délibérée des autorités israéliennes suivant des plans militaires précis, de faire couler le sang, d'appliquer leur politique traditionnelle de la punition collective, de la loi du talion, pour briser la résistance des manifestants, sans avoir à écraser militairement les territoires palestiniens comme le réclament les colons, ce qui serait possible sans difficultés du point de vue militaire, mais qui conduirait à retomber dans l'enlisement d'une occupation de ces territoires dont les accords d'Oslo les avaient libérées.

lestiniens autonomes) qui ont décidé de déclencher ces événements parce qu'ils refusaient de faire les concessions nécessaires à la paix. Pour les responsables palestiniens, la cause de la nouvelle Intifada est le refus du gouvernement Barak de respecter les engagements pris dans le cadre du «processus de

(Suite en page 2)

Les fabricants d'icônes inoffensives à l'oeuvre: Création de la Fondation Amadéo Bordiga

«La fondation Amadéo Bordiga, constituée selon la volonté testamentaire de Madame De Meo (veuve Bordiga), a été reconnue officiellement par un décret du Ministère de l'Intérieur du 8/5/98. A la formation de la Fondation ont contribué des personnes de diverses origines culturelles et politiques et aux activités professionnelles diverses, qui se sont engagées à accomplir les volontés de Madame De Meo à qui beaucoup étaient liés par des rapports d'amitié, et à poursuivre les buts communs exprimés dans les statuts».

L'article 2 de ces statuts affirme que «Le but de la Fondation est de valoriser la figure d'Amadéo Bordiga, fondateur du Parti Communiste d'Italie au Congrès de Livourne (janvier 1921) dans la complexité de tous ses inséparables aspects idéologiques, culturels et humains, dans le cadre du mouvement prolétarien national et international; sa rigueur intellectuelle et morale dans les vicissitu-

Voilà ce qu'on peut lire dans le dépliant de présentation de la «Fondation Amadeo Bordiga» inaugurée officiellement le 27 mai dernier sous le patronage de la municipalité de Formia, en présence du maire et du délégué aux Travaux Publics de cette ville (la rue conduisant à la maison où Bordiga avait coutume de passer ses vacances ayant été rebaptisée à son nom - à quand la statue, sinon le mausolée?).

Ainsi donc, Amadeo Bordiga, si calomnié durant sa vie puis ignoré après sa mort, va retrouver «sa» place dans l'histoire du mouvement prolétarien et communiste grâce à l'oeuvre d'élus, de chercheurs, d'historiens et d'amis de diverses origines politiques et culturelles, sans oublier les centaines de millions de liras de la subvention généreusement attribuée par le Ministère de l'Intérieur du gouvernement centre-gauche! Grâce à toutes ses bonnes volontés, sa figure sera enfin valorisée!

Lénine commence son ouvrage «L'Etat

et la révolution» en écrivant: «Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de «consoler» les classes opprimées et de les mystifier; ce faisant on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on en émusse le tranchant révolutionnaire. C'est sur cette façon d'«accommoder» le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier».

La création de la Fondation actuelle, comme les tentatives précédentes du même type, s'inscrit exactement dans cette orientation qui correspond en fait à un besoin per-

des de la situation italienne et mondiale; l'inflexibilité de sa bataille pour défendre la doctrine et le programme marxistes». Dans cette optique la Fondation «accorde des bourses d'étude; prend l'initiative et assure le financement d'activités de recherche historique, de publications relatives aux buts généraux ci-dessus indiqués; de rangement, classification et conservation du matériel existant ainsi que son accroissement par le recueil de documents où qu'ils se trouvent; de mise en rapport avec les principales bibliothèques italiennes et étrangères afin de documenter la présence d'Amadéo Bordiga; de publication de ses écrits peu connus ou difficilement accessibles, de réimpression de textes rédigés par lui à diverses époques, d'édition des oeuvres complètes. Le matériel documentaire et libraire sera conservé dans une bibliothèque-archivage à organiser dans la maison même de Formia où la testatrice a vécu avec Amadéo Bordiga, aujourd'hui siège légal de la Fondation».

manent de la bourgeoisie: détruire le caractère subversif de programmes, de positions, de théories en niant leur nature classiste, et en les réduisant à des inventions ou des opinions de penseurs isolés dont on peut bien alors saluer les qualités intellectuelles et morales, parce qu'elles sont individuelles.

LE SENS DE L'ANONYMAT DANS NOTRE TRAVAIL DE PARTI

Plus que tout autre Amadeo Bordiga a insisté sans relâche sur la lutte contre les méfaits de l'individualisme bourgeois y compris parmi les révolutionnaires, contre les ravages y compris parmi les prolétaires combattifs de l'attente des sauveurs, de la croyance aux grands hommes, du culte des chefs géniaux, bref de ce qu'il appelait «la théorie du battilocchio»:

«Ce qu'il y a de nouveau, c'est que

(Suite en page 4)

L'entrée en lutte du prolétariat international contre les citadelles impérialistes, seul moyen pour venir en aide aux prolétaires et aux masses palestiniennes

(Suite de la page 1)

paix». Pour d'autres, il s'agit d'une guerre de religions qui a débordé, de chaque côté, les hommes de bonne volonté et épris de paix. Et tous appellent à la reprise du processus initié par la signature des accords d'Oslo en 1993 par Arafat et Rabin.

RÉALITÉ DE LA COLONISATION ISRAËLIENNE

La réalité est bien différente. Nous écrivions il y a 7 ans, lors de la signature de ces accords, qu'ils ne mettraient fin ni à l'oppression des masses palestiniennes, ni à leur révolte contre cette oppression (1). En effet il s'agissait fondamentalement d'une reconnaissance de la colonisation israélienne par les bourgeois palestiniens représentés par l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine: Front regroupant toutes les organisations nationales autour de la principale, El Fatah) en échange de l'espoir de se voir confier l'administration d'un mini-Etat qui ne pouvait être autre chose qu'un *bantoustan* - ces enclaves pseudo-indépendantes créées par l'Afrique du Sud raciste pour y parquer la main d'oeuvre noire. La politique de colonisation des territoires conquis par Israël en 1967 continua et s'accéléra même avec le processus de paix: de 1993 à 1996 le nombre de colons en Cisjordanie passa de 110.000 à 154.000 et celui de Gaza de 3000 à 5.500. Le gouvernement Rabin (qui sera assassiné par un colon extrémiste) avait organisé un découpage de la Cisjordanie en zones A, B et C, dans les quelles les zones A sous contrôle palestinien (10 % du territoire) étaient encerclées de zones B (où les militaires israéliens se réservaient le droit d'agir à leur guise) et C (où l'occupation israélienne était totale). La venue au pouvoir d'un gouvernement de droite (Nétanyahou) en 1996 se traduisit par un accroissement de la colonisation avec l'implantation de nouvelles colonies autour des zones palestiniennes, une accélération de la «judéisation» de Jérusalem, un renforcement de la répression anti-palestinienne (par exemple, légalisation cynique de la torture qui était pratiquée depuis toujours). L'arrivée au gouvernement du travailliste Barak en 1999 fut saluée comme un retour au processus de paix après les années de blocage du gouvernement Nétanyahou. Mais dès le début le leader travailliste montrait qu'il se situait bien dans la lignée de tous ses prédécesseurs en autorisant la poursuite de la politique de colonisation et tout particulièrement autour de Jérusalem (2600 logements nouveaux bâtis en Cisjordanie au cours des 3 premiers mois de son gouvernement) dans le but d'isoler la partie arabe de la ville des territoires palestiniens: l'annexion définitive de Jérusalem (reconnue par un seul Etat dans le monde, le Costa-Rica!) est un objectif central des gouvernements israéliens, de droite ou de gauche. Il refusait ensuite d'effectuer certains transferts de territoires aux palestiniens promis par Nétanyahou lui-même lors des accords de Wye River (octobre 98). Cet automne, alors que les «négociations de paix» étaient supposées continuer encore, le gouvernement Barak inscrivait au budget de l'année prochaine près de 300 millions de dollars pour continuer le développement des colonies.

Bref, tous les gouvernements israéliens successifs, même dirigés par des «partisans de la paix», ont suivi la même politique d'expansion territoriale et d'expropriation des palestiniens - démontrant à quel point cette politique est fondamentale pour la classe dominante. Forte d'un rapport des forces militaires écrasant et du soutien sans faille de l'impérialisme américain qui finance une bonne partie du budget de son Etat (Israël est le premier bénéficiaire de l'aide extérieure américaine), alors que les Etats arabes n'élevaient, au mieux, que des protestations platoniques, la bourgeoisie israélienne s'est appuyée en permanence à faire admettre

aux dirigeants palestiniens l'acceptation de ses exigences toujours plus grandes.

Le «processus de paix» a donc permis la poursuite continue de la colonisation (le nombre de colons israéliens est maintenant de 200.000, ayant pratiquement doublé depuis le début de ce processus), la légitimation d'une grande partie des conquêtes israéliennes, tout en permettant à l'Etat Hébreu de sortir du bourbier du maintien de l'ordre dans la bande de Gaza et dans les principales agglomérations palestiniennes: il a représenté un renforcement de l'Etat israélien, qui est non seulement Etat **pieu-noir** (colon) mais aussi un très puissant **gendarme** de l'impérialisme dans un Moyen-Orient travaillé de contradictions en tous genres, véritable ventre mou de l'ordre impérialiste mondial.

L'HYPOCRISIE DES BOURGEOIS PALESTINIENS

De leur côté, les bourgeois palestiniens représentés par l'OLP, n'avaient plus depuis longtemps d'autre perspective que de quémander auprès d'Israël et de ses parrains impérialistes l'obtention d'un Etat, si petit soit-il. Pour se rapprocher de cet objectif, ils avaient sacrifié allègrement le sort des centaines de milliers de réfugiés palestiniens qui croupissent dans des camps en Jordanie, Liban et Syrie (plus de 2 millions au total); ils avaient accepté la tâche de faire la police pour le compte d'Israël, en étroite collaboration avec les services secrets israéliens et la CIA américaine, dans les territoires sous contrôle palestinien. Ils avaient accepté que leur futur Etat (démilitarisé) ne s'étende que sur 20 % du territoire autrefois revendiqué et, qu'en attendant, on ne leur concède que de mini-bantoustans dont toute la vie dépend du bon vouloir des israéliens: ceux-ci contrôlent la monnaie, le marché du travail, l'eau, l'électricité, les importations et les exportations, perçoivent les droits de douane et de TVA pour le compte des palestiniens, exerçant ainsi un chantage permanent sur les finances de l'«Entité palestinienne», etc. (2).

Lors du sommet de Camp David en juillet 2000, les négociateurs israéliens essayèrent d'obtenir de nouvelles concessions - sur Jérusalem et sur les colonies juives - contre la promesse de reconnaître enfin un Etat palestinien. Mais déjà déconsidérées parmi la population (Arafat était traité de «*Pétain palestinien*», c'est-à-dire de pur et simple collaborateur du colonialisme sioniste par ses opposants), les autorités palestiniennes ne pouvaient accepter une nouvelle expansion coloniale israélienne sans perdre toute légitimité. A l'inverse, leur refus de céder aux pressions israéliennes et américaines à Camp David, puis leur soutien affiché à la nouvelle Intifada leur ont permis de regagner, semble-t-il, une certaine confiance parmi la population. Sur le terrain un «Comité des forces nationales et islamiques» contrôlé par elles se réunit chaque jour pour coordonner les manifestations et les milices du Fatah (le parti d'Arafat) semblent jouer un rôle politique déterminant (3).

Mais il faut souligner que leur action militaire est minime et, surtout, que les autorités palestiniennes se sont bien gardées d'utiliser la seule force véritable existante, leurs 30.000 policiers, pour défendre les manifestants et combattre les soldats israéliens. Leurs appels à la poursuite de l'Intifada jusqu'à la fin de l'occupation israélienne ne sont donc qu'une mascarade hypocrite car l'ennemi qu'ils craignent le plus, celui contre qui ils tiennent en réserve leurs policiers, ce n'est pas l'armée ou les colons israéliens, mais les prolétaires et les masses déshéritées palestiniennes.

Les territoires sous autonomie palestinienne, et tout particulièrement la bande de Gaza où s'entassent plus d'un million de personnes (dont plus de 400.000 dans des camps de réfugiés) alors que 20 à 30 % de ce

territoire surpeuplé est occupé par 5000 colons protégés par l'armée israélienne, sont de véritables poudrières en raison des conditions de vie et de travail misérables de leurs habitants. Ils constituent d'abord un réservoir de main d'oeuvre à bon marché: plus de 120.000 prolétaires les quittent chaque jour pour travailler en Israël (quand il n'y a pas de blocage des territoires par l'armée israélienne, quand ils ne sont pas retenus à un barrage israélien pour une raison ou une autre). Depuis les accords d'Oslo, la situation des masses n'a cessé de se dégrader dans ces territoires; le PNB par habitant y a baissé de 15 %, le chômage a augmenté pour atteindre, officiellement, 20 % en Cisjordanie et 27,3 % dans la bande de Gaza - probablement beaucoup plus en réalité. Mais alors que la situation des prolétaires a généralement empiré, une mince couche liée au mini appareil d'Etat palestinien a réussi à s'enrichir rapidement et à intégrer la bourgeoisie aux côtés des propriétaires fonciers et des grandes familles traditionnelles de Gaza et de Cisjordanie, nourrissant les accusations de corruption souvent reprises par l'opposition islamique contre les autorités et creusant le fossé social.

Le mécontentement vis-à-vis des autorités palestiniennes qui ont installé un régime répressif (sous les conseils et avec la collaboration des services secrets israéliens et américains) et la désillusion vis-à-vis des organisations nationalistes traditionnelles qui ont troqué l'uniforme du combattant pour l'habit du notable, ont été en effet à l'origine du développement de l'influence des islamistes, auréolés par leur refus affiché de

collaboration avec Israël et leurs attentats suicides au milieu des années quatre-vingt dix. Mais, tout aussi bourgeois qu'eux, le mouvement islamiste ne pouvait représenter une alternative aux mouvements nationalistes. Si certains de ses membres extrémistes sont toujours dans les prisons d'Arafat, cela n'a pas empêché les islamistes du Hamas de cesser rapidement leur opposition aux autorités palestiniennes et de se rallier à la perspective de l'Etat palestinien croupion. Ils sont les grands absents des affrontements actuels (4).

SEULE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE INTERNATIONALE POURRA BRISER L'ÉTAU QUI ENSERRE LES PROLÉTAIRES PALESTINIENS

Aucune des fractions de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie palestinienne, qu'elle soit nationaliste, laïque ou islamiste ne se soucie du sort des prolétaires et des masses pauvres palestiniennes. Uniquement intéressées à obtenir d'Israël et de ses parrains l'aumône enfin de leur Etat où elles pourraient développer leur petit capitalisme, c'est-à-dire exploiter leurs prolétaires, faire leurs affaires, elles ont toutes fait la démonstration de leur servilité devant l'ordre impérialiste. Si elles font mine aujourd'hui de reprendre des slogans combatifs, d'encourager l'Intifada, ce n'est pas parce qu'elles seraient redevenues révolutionnaires (même du seul point de vue de la révolution **bourgeoise**; pour ce qui est de la perspective révolutionnaire **prolétarienne**, elles y ont toujours été

Sous prétexte de soutien aux palestiniens Des trotskystes alignés sur l'impérialisme français !

Après avoir suscité un Appel de soutien aux Palestiniens «*en tant que Juifs*» (1), les trotskystes (on a scrupule à écrire ce mot, sachant que Trotsky, qui était d'origine juive, n'a jamais songé à s'exprimer **en tant que Juif**, mais qu'il n'a jamais voulu le faire autrement qu'en tant que **révolutionnaire internationaliste**) de la LCR ont donné leur soutien à un Appel d'un «Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient», intitulé «*Que faire pour la paix?*» (2).

Pour ces gens le problème fondamental dans cette région est la recherche de la paix - non la fin de l'oppression, de l'exploitation, de la misère, de l'injustice, et donc de l'ordre bourgeois et impérialiste qui en est la cause. S'ils condamnent donc la «*politique de colonisation*» d'Israël, s'ils affirment que «*c'est à cette situation véritablement coloniale qu'il faut aujourd'hui mettre fin*», que proposent pour y arriver ces vigilants et les soi-disant communistes révolutionnaires qui en font partie?

Faire appel à l'**impérialisme** et spécialement à **notre** impérialisme! «*Nous en appelons à la communauté internationale, en particulier à l'Union européenne et au sein de celle-ci à la France pour qu'elles sortent enfin de leur passivité devant le déni de justice infligé depuis des décennies au peuple palestinien. (...) On ne sortira de la situation dramatique actuelle et l'on n'échappera au danger de son aggravation que par [écoutez bien!] un changement radical des bases de la négociation [!] faisant impérativement droit aux résolutions des Nations Unies. Les Etats-Unis, qui se sont discrédités par leur partialité systématique ne peuvent plus prétendre s'en réserver la direction exclusive. Les pays arabes, l'Europe, les Nations Unies entre autres, ne doivent pas accepter d'être plus longtemps écartés (...). Il est grand temps de mettre fin à la démission de la communauté internationale (...)*».

Et après avoir demandé contre Israël «*des sanctions que l'on n'hésite pas à prendre ailleurs*» (allusion sans doute aux cas heureux où la communauté internationale ne démissionne pas comme par exemple face à

l'Irak ou à la Serbie) et la reconnaissance par l'Europe d'un éventuel Etat palestinien, l'Appel se termine sur le clou final:

«*La France quant à elle, ne saurait se dérober à sa responsabilité de jouer un rôle à la mesure de sa vocation et de ses traditions dans la région. Nous en appelons à ses plus hautes autorités, etc...*».

LA VOCATION IMPÉRIALISTE ET LA TRADITION DE GANGSTÉRISME DE LA FRANCE

Faire appel à la **vocation** et aux **traditions** de la France dans la région, c'est quand même un peu fort de café, même pour des disciples ultra-dégénérés du vieux Léon! Rappelons rapidement que le capitalisme français est, avec son compère britannique, l'un des principaux responsables du partage impérialiste du Proche-Orient dès la première guerre mondiale (accords Sykes - Picot en 1916 définissant le futur partage de la région entre la France et la Grande-Bretagne) et le dépeçage de l'Empire turc par les vainqueurs (la France obtint la domination sur la Syrie et put constituer un Etat libanais basé sur le confessionnalisme dont les fruits empoisonnés sont tristement connus). Après la deuxième guerre mondiale à l'issue de laquelle l'impérialisme français, comme l'ensemble de la communauté internationale, soutint la constitution de l'Etat d'Israël sur les terres palestiniennes, la France devint l'un des plus solides parrains de l'Etat sioniste qu'elle fournit en armement et qu'elle aida à faire les premiers pas dans la constitution d'une puissance nucléaire, et le parti socialiste la formation politique bourgeoise la plus liée à cette orientation.

Cette alliance entre Etats colonisateurs trouva son expression la plus achevée en 1956 dans l'attaque conjointe d'Israël, de la France (dirigée par le socialiste Guy Mollet) et de la Grande-Bretagne contre l'Egypte. Lors de cette attaque qui fut un fiasco complet pour les anglais et les français, les trois gredins poursuivaient chacun leur but propre: Israël voulait conquérir des territoires et assurer sa prédominance militaire, la Gran-

féroce opposées), mais tout simplement parce qu'elles comptent utiliser le sang des victimes de la répression dans les futurs marchandages qui constituent leur seule perspective véritable.

Tôt ou tard l'Intifada actuelle laissera la place à de nouvelles négociations, à de nouveaux accords. Peut-être les bourgeois palestiniens réussiront-ils à obtenir que les impérialistes, désireux de calmer les tensions dans la région, fassent comprendre aux israéliens que quelques concessions sont nécessaires; sans doute un Etat palestinien finira-t-il à voir le jour sur des bouts de territoire dispersés. Mais l'obtention de cet objectif «historique» pour les bourgeois ne sera pas une victoire pour les prolétaires: cet Etat ne sera qu'un **bagne capitaliste** de plus, avec la seule différence qu'il infligera des conditions de vie et de travail beaucoup plus dures que les Etats disposant d'un minimum de viabilité économique aux masses prolétaires placées sous la double surveillance des forces palestiniennes et israéliennes.

Contrairement à la bêtifiante propagande pacifiste, le salut des masses palestiniennes ne dépend pas d'un «retour à la raison» des dirigeants des deux camps, ou du camp israélien, enfin décidés à instaurer vraiment une «paix juste et équitable», respectueuse des «droits» de tous: les conflits d'intérêts et les antagonismes sociaux qu'engendre inévitablement le capitalisme ne se résolvent pas en faisant appel aux bons sentiments ou à d'abstraites règles morales ou juridiques, mais sur le terrain de la force. Toute l'histoire tourmentée du Moyen Orient en donne une démonstration particulièrement irréfu-

table. Tant que le mode de production capitaliste dominera la planète, l'exploitation, l'oppression, la misère et la violence ne connaîtront pas de fin, tant que subsistera l'ordre impérialiste, les guerres, les massacres ne cesseront pas.

Mais contre ces adversaires formidables il existe une force capable de briser toutes les chaînes de l'oppression, de faire sauter tous les Etats bourgeois, de mettre fin à l'interminable martyre des masses exploitées, au Moyen-Orient comme ailleurs. Cette force c'est celle du prolétariat international renouant avec sa lutte de classe, regroupé autour de son parti révolutionnaire reconstitué, et tenant une main fraternelle aux opprimés du monde entier.

La reprise de la **lutte révolutionnaire classiste** au coeur des métropoles impérialistes est la seule solution réelle pour desserrer l'étau mortel qui pèse sur les prolétaires et les semi-prolétaires palestiniens, la seule façon de leur apporter une aide efficace. Elle permettrait de leur montrer qu'il existe une autre alternative que les actes désespérés, une autre voie que l'impasse nationaliste ou religieuse, celle de l'union par delà les frontières dans un combat commun contre le système capitaliste international. En affaiblissant les impérialistes, elle rendrait plus difficile l'aide qu'ils apportent à l'Etat israélien et qui permet de cimenter l'union nationale au nom du **privilège juif** dans ce pays, lui conférant sa solidité particulière: ce serait une contribution décisive à la rupture du bloc des classes, c'est-à-dire à la naissance de la lutte prolétarienne de classe de la part du prolétariat juif, condition pour qu'il devien-

ne réceptif aux besoins de la solidarité avec les masses opprimées par sa bourgeoisie.

C'est du réveil du prolétariat des grands pays capitalistes dominateurs de la planète que dépend la solution des problèmes qui se posent à l'humanité. Les opprimés de Palestine et d'ailleurs qui versent sans compter leur sang dans la lutte contre l'oppression ont besoin de ce réveil et de cette reprise de la lutte de classe. Pour leur venir en aide là-bas, il n'y a pas de tâche plus urgente que de travailler **ici** à préparer cette reprise de classe, à reconstituer son organe fondamental, le futur parti communiste mondial qui aura la tâche d'unifier les luttes diverses contre l'oppression et l'exploitation en menant l'assaut décisif contre les citadelles impérialistes, afin d'en finir à jamais avec cette société bourgeoise inhumaine et de venger ses victimes innombrables.

(1) cf «Le Prolétaire» n° 423 (oct.-nov. 1993).

(2) «Ils nous ont passé la corde au cou» déclare un responsable du ministère de la planification en commentant ces faits, cf «Libération», 20/10/2000. Mais en réalité qui donc s'est passé volontairement cette corde au cou, sinon les bourgeois palestiniens de l'OLP? Et, surtout, qui donc a accepté de la passer au cou des masses?

(3) cf «Le Monde», 6/11/2000. Les bourgeois palestiniens ont bien retenu les leçons de la première Intifada qui échappait à tout contrôle, et ils font donc leur possible pour

éviter d'être débordés.

(4) En 1993, quand, sur la lancée de l'Intifada, se développait le mouvement islamique Hamas, nous écrivions: «*Les mêmes causes (l'épuisement des velléités combattives des bourgeois et petits bourgeois palestiniens) produisant les mêmes effets, l'organisation bourgeoise intégriste est inévitablement condamnée à parcourir la même trajectoire [capitulaire vis-à-vis de l'impérialisme et du sionisme] que les organisations bourgeoises nationalistes, la seule différence étant que Hamas risque de la parcourir avec une vitesse beaucoup plus grande*» cf «Le Prolétaire» n° 420 (mars-avril 1993).

Ce pronostic est confirmé avec satisfaction par un analyste bourgeois: «*Plus rapidement que l'opposition nationaliste, Hamas a pris conscience que l'accord d'Oslo a créé une nouvelle réalité qu'il ne sert à rien d'ignorer (sic!). Sous l'impulsion de son aile modérée, l'organisation a entamé des négociations avec l'Autorité palestinienne et semble avoir atteint un modus vivendi qui a permis pendant un an entre 1996 et 1997 l'arrêt de tous les attentats*», même si «*sa marge de manoeuvre dépend de l'état d'esprit qui prédomine dans la population palestinienne*» (démagogie oblige), cf «Manière de voir» n° 54, p. 17 (novembre 2000). Cette évolution conformiste de Hamas s'accompagne d'une évolution similaire de ses mentors, le Hezbollah libanais et l'Iran qui ont tous deux tacitement accepté le cadre des accords d'Oslo, signant ainsi la réconciliation définitive du mouvement islamiste avec l'ordre impérialiste.

Des trotskystes alignés ...

de-Bretagne voulait récupérer le canal de Suez, la France voulait frapper un allié des indépendantistes algériens; mais, au-delà, tous trois voulaient donner un coup d'arrêt à la vague anti-coloniale qui menaçait leurs intérêts et dont le régime de Nasser (qualifié alors par la presse de ces pays de «*nouvel Hitler*»: ça ne vous rappelle rien?) se voulait le porte-parole tapageur.

Il faudra attendre la fin des années soixante pour que, à la suite d'une attaque israélienne contre le Liban, l'impérialisme français rompe avec Israël (embargo des livraisons d'armes françaises à ce pays après le bombardement de l'aéroport de Beyrouth en 1967), et se lance dans une politique pro-arabe; ce tournant accompli par de Gaulle avait comme cause le désir de prendre pied dans les pays producteurs de pétrole où s'effondraient les anciens régimes liés aux vieilles puissances coloniales rivales, et non pas, bien sûr, le souci de venir en aide aux masses palestiniennes.

La venue au pouvoir en 81 du socialiste Mitterrand, fidèle continuateur du social-impérialiste Guy Mollet, se fit au nom d'un «rééquilibrage» en faveur d'Israël de la politique française: l'impérialisme français n'ayant plus la possibilité de mener une «politique arabe» à la gaulliste, c'est-à-dire en rivalité avec l'impérialisme américain, il devait essayer de jouer sur tous les tableaux: par exemple approuver l'invasion du Liban en 1982 par l'armée israélienne, puis apparaître comme le sauveur de l'OLP dont les cadres étaient encerclés à Beyrouth (alors qu'il s'agissait de faire place nette pour que les tueurs de Sharon accomplissent leurs massacres dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila).

La situation est la même aujourd'hui, à la différence près que les marges de manoeuvre de la France (et des autres impérialismes européens) se sont réduites à pratiquement rien en raison du poids écrasant des Etats-Unis dans les affaires moyen-orientales. Pour ne pas être totalement mises hors jeu dans la région, «les plus hautes autorités» françaises ont mis au point un numéro de duettistes où le socialiste Jospin, qui s'est toujours refusé à condamner même du bout des lèvres le moindre massacre de l'Etat hébreu (3), joue le pro-israélien, tandis que le gaulliste Chirac joue le pro-arabe et le pro-palestinien.

Pas plus aujourd'hui que hier ou que

demain l'impérialisme français ne bougera le petit doigt pour aider des masses exploitées et opprimées. Comment le pourrait-il? Sa **vocation**, comme celle de toutes les puissances capitalistes, grandes ou petites, n'est pas d'alléger l'exploitation et l'oppression, mais d'y **participer**, d'avoir une part du gâteau, d'exploiter davantage de ressources naturelles et humaines. Sa **tradition**, plus marquée dans cette région que celle d'autres impérialismes et d'autres forces bourgeoises, est celle sanglante du gangstérisme, de la domination, du pillage, de la répression et du massacre. Les prolétaires et les masses opprimées de ces régions doivent savoir que l'impérialisme français est l'un de leurs ennemis, comme, à l'égal de tous les Etats bourgeois, il est l'ennemi des exploités du monde entier.

Ceux qui veulent faire appel à lui, eux, le savent pertinemment; s'ils s'adressent à l'impérialisme français malgré tous ses crimes, c'est parce que, quoi qu'ils en disent, ils ne se mobilisent pas pour venir en aide aux masses palestiniennes opprimées, mais pour venir en aide à la **bourgeoisie** palestinienne: pour que l'impérialisme lui concède un Etat, c'est-à-dire lui reconnaisse enfin le droit d'avoir sa petite place au banquet des cannibales, le droit d'exploiter et d'opprimer ses prolétaires et la possibilité de jouir de cette exploitation sans avoir à en céder la plus grosse part à la bourgeoisie israélienne.

Ces pro-palestiniens sont donc, eux aussi, des **ennemis** des prolétaires et des masses opprimées palestiniennes.

(1) cf «Le Monde», 18/10/2000

(2) cf «Le Monde», 5-6/11/2000. Signé par une série d'intellectuels de gauche, cet appel reprend pratiquement telles quelles les positions des autorités palestiniennes.

(3) Rappeler que lors de son voyage officiel en Israël, Jospin, était venu apporter son soutien au gouvernement Barak en difficulté dans l'opinion après que son ministre des Affaires Etrangères Lévy ait agité la menace que «*des enfants libanais allaient mourir*» si le Hezbollah libanais continuait ses attaques contre les soldats israéliens occupant le sud-Liban (prendre les enfants pour cible fait partie des méthodes terroristes israéliennes): Jospin «laissant parler son coeur» (sic!), avait déclaré que le Hezbollah était une organisation «terroriste», alors qu'il n'avait pas eu de mot contre l'occupation israélienne ni contre les déclarations de Lévy.

A Belgrade, relève pacifique de la garde bourgeoise

(Suite de la page 1)

croissantes. Contrairement à leur habitude, la plupart des partis d'opposition s'unirent et dénichèrent un candidat au nationalisme grand serbe irréprochable, Kostunica, qui fut plébiscité par les urnes.

Milosevic essaya de refuser sa défaite en faisant pression sur la Cour constitutionnelle pour obtenir soit un résultat favorable, soit une annulation des élections; mais en fait, lâché par ses soutiens habituels, il n'avait déjà plus la force que de faire traîner les choses en longueur sans être capable de se maintenir au pouvoir. Le 6 octobre il reconnaissait finalement sa défaite (probablement après avoir obtenu la garantie qu'il ne serait pas livré au Tribunal International et que les gens de son clan ne seraient pas inquiétés) et la fameuse «révolution» se conclut au Palais présidentiel par la passation solennelle de pouvoir et les rituels classiques de toute démocratie...

Les dégâts de l'«insurrection» se résument en tout et pour tout au pillage d'une boutique de parfum appartenant à un fils Milosevic et à un début d'incendie des locaux de la télévision nationale.

MILOSEVIC EST PARTI, LE POUVOIR BOURGEOIS RESTE

En se débarrassant de Milosevic la classe dominante serbe avait sans aucun doute en vue de mettre fin à l'embargo économique qui a étranglé le pays en renouant avec les capitalistes occidentaux. Les Européens ont d'ailleurs immédiatement décidé de mettre fin aux sanctions économiques contre Belgrade (alors que les Etats-Unis voulaient maintenir cette pression sur les nouvelles autorités jusqu'à l'obtention de concessions suffisantes) et leurs envoyés se sont précipités pour reprendre contact avec la R.F.Y. (République Fédérale de Yougoslavie: nom officiel de l'Etat qui regroupe la Serbie et le petit Monténégro), les Russes en faisant de même dans la crainte de voir échapper ce pays à leur zone d'influence: les rivalités entre impérialismes que l'on a vues à l'oeuvre au cours des guerres yougoslaves se mani-

festent déjà. Mais même considérablement affaiblie sur le plan économique et militaire, la bourgeoisie serbe, par la bouche de Kostunica, a bien fait comprendre qu'elle n'entend pas renoncer à ses objectifs politiques fondamentaux: refus d'abandonner le Kosovo et d'accepter l'indépendance du Monténégro, refus de renoncer à attirer dans son orbite tout ou partie de la Bosnie-Herzégovine, bref, refus de renoncer à ses ambitions impérialistes régionales - ambitions impérialistes qui sont typiques de tout pouvoir capitaliste - qui l'ont déjà conduite à se heurter à des impérialismes plus forts, intéressés à dépecer la Yougoslavie à leur avantage. C'est dire que de nouveaux heurts, peut-être moins violents mais tout aussi profonds, sont inévitables. Déjà le Monténégro, enhardi par le départ de Milosevic, a fait un pas supplémentaire vers la rupture des liens avec la Serbie en décidant d'adopter le Mark comme monnaie officielle.

Sur le plan intérieur la bourgeoisie va utiliser à fond l'ivresse démocratique pour calmer le mécontentement des prolétaires et leur faire accepter, au nom de l'unité nationale, les sacrifices supplémentaires nécessaires à la remise en marche de l'appareil productif. Ces sacrifices sont implicites dans le programme électoral de l'ODS: il prévoit la libéralisation des prix, la baisse des dépenses publiques, la privatisation des entreprises d'Etat (qui se traduira forcément par la fermeture des entreprises insuffisamment rentables pour intéresser des investisseurs et des licenciements pour celles qui auront eu la «chance» d'en attirer), la reprise des relations avec le FMI et la Banque Mondiale dont on sait les conséquences, etc. Déjà le départ de Milosevic a vu une hausse spectaculaire des prix des produits de première nécessité. Alors que le taux de chômage est supérieur à 50 % et que le salaire mensuel moyen est évalué, selon les sources, de 30 à 50 dollars par mois (180 à 300 FF) en baisse de 34 % par rapport à l'année dernière, que 35 % de la population est en dessous du seuil de pauvreté alors que 30 % se situe à peu près

(Suite en page 4)

A Belgrade, relève pacifique de la garde bourgeoise

(Suite de la page 3)

à son niveau, l'inflation pour le mois d'octobre a été estimée à 27 % contre 2 à 3 % les mois précédents: les bourgeois ont immédiatement profité de l'orgie démocratique pour attaquer les prolétaires (2)! Alors que l'hiver s'approche, les coupures d'électricité, dans un pays qui était un gros producteur d'énergie hydro-électrique, se multiplient au point que les nouvelles autorités, effrayées d'un risque de «chaos social» selon leur propre expression, se soient précipitées à Moscou pour demander le rétablissement des livraisons de gaz suspendues pour cause d'arriérés de paiement et qu'elles demandent une aide financière d'urgence aux capitalistes occidentaux.

Contre Milosevic les prolétaires serbes sont entrés en action, ils ont fait grève et ils ont manifesté. Mais ils se sont mobilisés derrière les bourgeois de l'ODS et la grève générale appelée par l'opposition n'a été qu'une action interclassiste. Les mineurs de Kolubera dont l'action a servi de signal se sont mis en grève et ont occupé la mine «pour soutenir leur président» Kostunica. La presse a relaté plusieurs épisodes où des directeurs ont été chassés de l'entreprise par les ouvriers (parfois même tabassés), mais ils l'ont été en tant que partisans de Milosevic.

Les prolétaires ne pourront que constater

que les directeurs démocrates qui les ont remplacé sont tout aussi acharnés - si ce n'est plus - à les faire trimer que les anciens; ils devront constater que les politiciens qui ont pris la relève de Milosevic sont tout autant leurs adversaires que ce dernier. Comme les enseignants qui se sont mis en grève pour obtenir le paiement des arriérés de salaires et une augmentation salariale, ils se rendront compte que pour se défendre ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, que sur leur propre lutte pour leurs seuls intérêts de classe. Ils devront comprendre que pour se défendre contre les patrons et leur Etat, il est indispensable de rompre la mortelle union interclassiste qui les enchaîne à la bourgeoisie - que cette union se présente sous les couleurs du nationalisme ou sous celles de la démocratie -, de combattre comme des ennemis de classe toutes les forces qui s'emploient à la maintenir (3) et de prendre la voie de l'organisation indépendante de classe. Voie difficile, qui nécessite l'action internationale commune des prolétaires par-delà les frontières, mais seule voie qui ne soit pas illusoire.

Milosevic est tombé, la démocratie a triomphé, que les prolétaires se préparent à la lutte!

(1) Un dirigeant d'Otpor affirme pompeusement dans une interview: «La révolution a été menée par la classe ouvrière et la jeunesse de Serbie, les étudiants et les lycéens»; mais ce «révolutionnaire» montre

qu'il craignait surtout le désordre: «Nous avons dit à Djindic [leader de l'ODS, lié aux capitalistes allemands] (...) qu'il fallait donc agir vite pour éviter que la capitale ne sombre dans la violence incontrôlée» en raison de la venue prévue de nombreux manifestants de province le 5 octobre. Le journaliste écrit que le seul sujet sur lequel ce dirigeant bavard ne s'exprime pas «est celui d'éventuels contacts avec les forces de police et les services secrets du président yougoslave» dont la passivité a été décisive dans le cours des événements. Cf «Le Monde», 8-9/10/2000. Ce même quotidien a également publié un long reportage sur le maire de Cacak qui revendique l'organisation de la prise du Parlement par des éléments paramilitaires se faisant passer pour des ouvriers, alors que, ridiculisant ces prétentions, un dirigeant de l'ODS assure que c'est son organisation qui a tout organisé grâce à ses contacts avec l'armée et la police et qu'elle avait «demandé aux grévistes de Kolubara et d'ailleurs de rester sur place, de ne pas venir à Belgrade», soi-disant pour «fixer le maximum de policiers en province», en réalité pour éviter tout risque d'action incontrôlée des prolétaires dans la capitale. Cf «Le Monde», 21/10/2000.

(2) Cf «Le Monde Diplomatique», novembre 2000, «International Herald Tribune» 18-19/11/2000; «Libération», 23/11/2000.

(3) Même si elles se prétendent marxistes et révolutionnaires. Voici le conte de fée d'un trotskyste d'origine serbe, dirigeant du Workers Aid for Bosnia: «L'unanimité et la détermination populaire ont dépassé tout ce

que [Milosevic], comme Kostunica, avaient pu imaginer. (...) L'unanimité et la détermination populaire ont politiquement désarmé aussi bien la police que l'armée. (...) Cette leçon confirme les meilleurs enseignements de l'histoire: plus les masses sont déterminées et énergiques politiquement, plus facilement l'ennemi dépose les armes et moins il y a de sang versé. (...) En Serbie il n'y a pas eu de guerre civile, car pour cela il faut que la société soit divisée en deux parties plus ou moins égales. (...) Le grand atout pour l'avenir est que la chute [de Milosevic] est due à l'action spontanée des masses, avec leurs propres moyens, leur propre détermination et organisation. Ni complot ou alliance quelconque avec les officiers, ni avec une puissance étrangère, ni même sous la direction de l'ODS (...). Kostunica a promis la démocratie. Dans la situation actuelle, c'est un pas en avant. Garantir la démocratie, c'est garantir la liberté de presse, la liberté syndicale, les libertés politiques, la liberté de critique, l'indépendance de la justice. La démocratie conséquente mène inéluctablement à la révolution [!]. En cas de muselage de cette démocratie, dangereuse pour les grandes puissances [!], y compris le Kremlin, l'unanimité fraternelle du peuple serbe volera en éclats et chaque classe prendra de nouvelles dispositions». Cf «Le soulèvement des ouvriers et de la jeunesse met fin au régime de Milosevic», «Inprecor», novembre 2000. C'est précisément la rupture de «l'unité fraternelle du peuple», cette alternative redoutée par notre trotskyste, qui est la seule issue pour le prolétariat.

Les fabricants d'icônes inoffensives à l'oeuvre: Création de la Fondation Amadéo Bordiga

(Suite de la page 1)

contrairement aux révolutions précédentes, nous n'avons nullement besoin, et même pas à titre de symboles, d'hommes particuliers, ayant une individualité et un nom particuliers.

(...) La révolution bourgeoise doit nécessairement avoir un symbole et un nom, bien qu'elle aussi, en dernière instance, soit faite par des forces anonymes et des rapports matériels. Elle est la dernière révolution qui ne sache pas être anonyme: c'est pourquoi nous nous en souvenons comme d'une révolution romantique.

Notre révolution apparaîtra quand on aura fini de se prosterner à deux genoux devant des individus, dans une attitude faite surtout de lâcheté et de désarroi. L'instrument de sa force sera un parti parfaitement homogène dans sa doctrine, son organisation et son combat; un parti qui n'accordera aucun crédit au nom et au mérite de l'individu, et qui refusera à l'individu la conscience, la volonté, l'initiative, le mérite ou la faute, pour tout concentrer dans son unité nette et clairement délimitée» (1).

Amadeo Bordiga a souvent expliqué (voir «Lénine sur le chemin de la révolution») que dans la conception marxiste le parti n'est pas l'outil d'un «grand leader», mais qu'au contraire le «chef» n'est qu'un des instruments du parti, sans doute plus efficace et plus important que d'autres, mais qui ne peut être déterminant à lui seul. Les positions que les dirigeants du parti ont la tâche et doivent avoir la capacité d'exprimer, d'expliquer, de traduire en directives et règles d'action, sont le patrimoine collectif du mouvement révolutionnaire de classe, par-delà les pays et les générations.

Le caractère anonyme des publications du parti a précisément pour but de faciliter et de mettre au premier plan cet aspect: si ce sont bien évidemment des individus qui écrivent, ils n'écrivent pas pour exprimer leurs opinions personnelles, mais pour exprimer les positions du parti - et le parti dans son ensemble porte la responsabilité de ce qui est publié, comme de toute l'activité de ses militants. L'anonymat est donc un moyen pour faciliter la compréhension du caractère

impersonnel, collectif, classiste en un mot, des positions et du programme communistes, en même temps qu'un moyen pratique de lutter contre la croyance superstitieuse aux grands hommes, aux «sauveurs suprêmes», et contre les ravages de l'individualisme bourgeois: c'est bien la raison pour laquelle dans toute l'histoire du mouvement prolétarien, les textes fondamentaux, les programmes, les corps de thèses ne portent pas de signature, même si dans la lutte tourmentée des tendances et des organisations qui caractérise la formation du parti, des noms particuliers ont pu servir à symboliser les orientations en lutte.

La lutte contre cette influence de l'idéologie bourgeoise est tout sauf facile, et nos Thèses de Milan, dues à la plume de Bordiga, se terminent ainsi:

«Notre parti, dont la tâche est si difficile, fait actuellement tous les efforts pour se libérer à tout jamais de la vague de trahison qu'on a cru pouvoir identifier à des noms d'hommes illustres et pour rejeter définitivement la méthode qui consiste, pour atteindre ses objectifs et remporter des succès, à fabriquer une stupide notoriété en faisant de la publicité pour le nom d'autres individus. Dans aucun des méandres de sa route, le parti ne doit manquer de la volonté et du courage de lutter pour ce résultat, qui anticipe véritablement l'histoire et la société de demain» (2).

LE RENIEMENT D'IL PROGRAMMA COMUNISTA

Si, parmi les dirigeants de l'Internationale, Amadeo Bordiga a été celui qui a incarné la lutte intransigeante de la Gauche communiste contre les oscillations, les manoeuvres hasardeuses, les zigzags croissants, puis les dégénérescences du mouvement révolutionnaire prolétarien, comme tous les véritables communistes il n'a jamais voulu être l'inventeur d'un nouveau mouvement politique (le bordiguisme), mais le défenseur et l'interprète le plus fidèle possible de la théorie et du programme politique prolétarien qui - malgré Marx lui-même - est passé dans l'histoire sous le nom de marxisme; il n'a jamais voulu que son activité politique ou théorique

soit autre chose qu'un travail de parti, un travail éminemment important mais qui prenait toute sa valeur parce qu'il s'intégrait dans l'effort séculaire d'émancipation de la classe prolétarienne en se donnant pour objectif la reconstitution du parti de classe détruit par la contre-révolution.

Le parti a répliqué à la publication d'oeuvres de Bordiga, à la citation de pensées de Bordiga qui ont commencé à fleurir dès les années soixante-dix sous l'oeuvre d'individus ou d'organisations aux positions politiques diverses (3). Le problème n'est pas de garder cachée l'identité des révolutionnaires qui ont écrit tel texte, pris telle position - y compris dans le but de les «protéger» de la récupération: ce serait tomber ainsi dans une espèce de superstition, dans un anti-individualisme factice qui n'est qu'une autre face de l'individualisme bourgeois (le nom de l'individu Bordiga serait trop terrible pour être prononcé ou trop précieux pour être divulgué au-delà des murs de la secte) (4); mais en transformant des textes de parti en textes d'un grand homme, ces publications avaient justement pour but de nier ce caractère de parti, de briser la cohérence de cette activité, d'encenser l'individu, le penseur, pour mieux dévaloriser le militant de parti et le parti lui-même, afin d'essayer d'utiliser des fragments de textes, des textes isolés ou de simples phrases pour leurs propres orientations politiques et théoriques.

Il y a quelques années encore un groupe d'intellectuels de gauche avait organisé, en collaboration avec l'Institut Universitaire de Philosophie et Politique de Naples un congrès sur Amadeo Bordiga qui réunit tous les spécialistes ès-bordiguisme. «Il Programma Comunista» dénonça alors avec raison cet événement comme une attaque contre l'oeuvre véritable de Bordiga et contre le marxisme:

«Faire d'«Amadeo Bordiga» un penseur solitaire ou un théoricien enfermé dans sa tour d'ivoire, ce n'est pas seulement nier, dénaturer et complètement renverser son oeuvre. C'est aussi se mettre en dehors du socle de la tradition marxiste, c'est tomber purement dans l'idéalisme.

(...) Nous savons bien que la restauration du marxisme révolutionnaire est un fait matériel qui ne deviendra réacquisition théorique de la classe prolétarienne que lorsque celle-ci sera poussée à agir comme classe

pour soi, sous la direction de son parti révolutionnaire. Confier cette tâche aux exploits éditoriaux de commerçants bourgeois ou du sous-artisanat d'«ultra-gauche», plutôt qu'à l'activité organique du parti, est la position classique de ceux qui n'ont rien à voir avec le marxisme.

(...) Nous avons toujours parlé de l'«impersonnalité de la doctrine marxiste». Celle-ci naît à un carrefour historique, économique, philosophique et politique, comme un bloc unique qui comprend tous les aspects essentiels pour ce qui est des principes, du but, du programme et de la tactique - catégories toutes étroitement liées entre elles dans la fonction du Parti communiste mondial et valables pour tout le cycle de

POUR MEMOIRE

Le parti que nous sommes sûrs de voir renaître dans un lumineux avenir sera constitué par une vigoureuse minorité de prolétaires et de révolutionnaires anonymes, qui pourront avoir différentes fonctions comme les organes d'un même être vivant, mais qui seront tous liés, au sommet et à la base, à la norme inflexible et impérieuse de respect de la théorie; de continuité et de rigueur dans l'organisation; d'une méthode précise d'action stratégique dont l'éventail des possibilités admises et des interdictions inviolables pour tous, doit être tiré de la terrible leçon historique des ravages de l'opportunisme.

Dans un tel parti enfin impersonnel, personne ne pourra abuser du pouvoir, précisément en raison de sa caractéristique inconfondable qui le distingue dans une ligne ininterrompue qui a son origine en 1848.

Cette caractéristique est l'absence d'hésitation du parti et de ses adhérents à affirmer que sa fonction exclusive est la conquête du pouvoir politique et son exercice central, sans jamais cacher à aucun moment ce but, tant que tous les partis du Capital et de ses serviteurs petits-bourgeois n'auront pas été exterminés.

(Réunion interfédérale de Parme du 21/9/58)

Fondation Amadéo Bordiga

luttés que le communisme est destiné à conclure. Et elle trouve ses instruments, ses machines, dans tel ou tel individu, dans tel ou tel groupe d'individus: l'individu apporte précisément sa contribution à ce cycle de luttés, lui offre ses capacités personnelles, en les subordonnant aux exigences historiques et en les niant en même temps comme "propriété personnelle" régie par le copyright. Cela ne signifie pas nier l'individu ou le "chef" et ses fonctions, mais clarifier son sens matériel d'organe au service du parti et de la classe» (5).

Fortes paroles, mais tout à fait creuses puisqu'elles n'ont pas empêché, 4 ans plus tard, la participation à une réédition aggravée de la même opération: les dirigeants de «Il Programma Comunista» sont en effet présents à la Présidence, dans le conseil d'administration et le «comité scientifique» de la Fondation destinée à «valoriser la figure» du grand vacancier de Formia, à publier ses oeuvres complètes, à édifier les enfants des écoles et à accorder des bourses à des «chercheurs», aux côtés de ceux qu'ils condamnaient et grâce aux deniers de l'Etat: faut-il en conclure que cette condamnation était due surtout au dépit de ne pas avoir été associés à l'entreprise?

La présence des dirigeants d'«Il Programma» dans la Fondation est en tout cas indispensable au fonctionnement de cette dernière car c'est dans ce journal qu'après la rupture de 1952 les articles et textes rédigés par Amadéo Bordiga ont été publiés - anonymement, comme ceux de tous les militants. Il ne s'agit pas seulement de faire le tri parmi toutes les publications du parti, afin de «répérer» celles qui étaient de la plume du grand homme; le fameux *copyright*, le droit d'auteur, de ces écrits est entre les mains de ceux à qui la loi bourgeoise reconnaît la propriété du journal «Il Programma Comunista»: publier sous le nom de Bordiga des écrits parus anonymement à cette époque nécessite donc l'accord de ces propriétaires. Et précisément, lors de la grave crise qui a frappé le parti au début des années quarante, faisant voler en éclats son réseau international, les dirigeants de ce groupe, incapables de mener la lutte contre les tendances liquidatrices sur le plan politique n'avaient rien trouvé d'autre que de s'adresser à la justice bourgeoise pour se voir reconnaître ce fameux droit de propriété commerciale (la loi italienne imposant un «propriétaire légal» qui faisait partie de ces militants).

La suite a montré que pareille initiative, sans l'ombre d'un doute en dehors du socle de la tradition marxiste, n'était pas due à un égarement momentané et sans conséquences causé par une situation exceptionnelle et inattendue de crise. Déjà lors de la scission en 1952 dans le Partito Comunista, le courant opposé au nôtre s'était adressé à la justice bourgeoise pour conserver la propriété du journal du parti «Battaglia Comunista». Sur les premiers n° du nouveau journal, «Il Programma Comunista», fut publié une note qui disait:

«Nous avertissons les lecteurs que le changement annoncé dans le titre du journal qui de "Battaglia Comunista" devient "Il Programma Comunista" n'est pas dû à notre initiative, ni à des actions judiciaires coactives dont il ne nous intéresse pas d'indiquer l'origine. S'étant agi de faire valoir contre le parti, contre sa continuité idéologique et contre son journal, et bien entendu après s'en être emparée, une propriété commerciale fictive existant seulement dans la formule bureaucratique imposée par la loi, nous ne nous prêterons pas à des contestations et des discussions entre des personnes et des individus; nous subissons les impositions exécutives sans aller sur le terrain de la justice établie. Ceux qui s'y sont abaissés ne pourront plus jamais revenir sur le terrain du parti révolutionnaire. Inutile donc de parler de leurs personnes et de leurs agissements, aujourd'hui comme plus tard.

Le journal continuera à se placer sur la ligne qui l'a toujours défini et qui représente ses titres non de "propriété", mais de conti-

nuité programmatique et politique (...) (6).

Les déviations ont leur logique et leurs conséquences irrémédiables si elles ne sont pas corrigées à temps. Ayant brisé alors la continuité programmatique et politique pour s'assurer la continuité de la propriété commerciale, ayant demandé à la justice bourgeoise de les reconnaître comme continuateurs et héritiers du parti, les dirigeants de «Il Programma Comunista» n'arrivèrent jamais qu'en apparence à revenir sur le terrain du parti révolutionnaire. La participation à la Fondation Amadéo Bordiga bras dessus bras dessous avec des élus, de savants professeurs, des amis de toute provenance politique - «commerçants» ou «sous-artisans» qui n'ont «rien à voir avec le marxisme» - est la démonstration que les affirmations de fidélité sourcilieuse à la ligne théorique, programmatique et politique de la Gauche communiste et du parti dans lequel elle s'est incarnée, s'étaient inexorablement vidées de leur sens, s'étaient transformées en pure façade, en faux-semblant.

Il est vrai que le journal «Il Programma Comunista» maintient jusqu'ici un silence total sur le dernier «exploit» de certains de ses membres et dirigeants. Que veut-il cacher à ses lecteurs? Qu'est-ce qui l'embarasse: la participation à une institution bourgeoise, la gestion des millions accordés par l'Etat à cette institution, la rupture avec le faux purisme sur le nom de Bordiga, la conscience plus ou moins claire de s'être laissé embourber dans le marécage des ac-

tions sans principes? Au fond, peu importe: le silence du journal n'est qu'un signe supplémentaire de la dégénérescence politique de ce groupe qui n'est même plus capable de revendiquer ses propres actes, qui a définitivement substitué les petits arrangements, les petits compromis - y compris avec l'adversaire de classe! - à la clarification politique, condition indispensable d'une «unité nette et clairement délimitée» et à la véritable défense intransigeante du programme communiste.

Sur cette voie il n'y a pas d'autre issue qu'une dégringolade toujours plus accentuée et irréversible dans l'opportunisme.

(1) cf «Le Batilocchio dans l'histoire» dont nous publions des extraits dans ce journal.

(2) cf «Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial» (Milan 1966), dans «Défense de la continuité du programme communiste», p. 221 (Textes du P.C.Int. n°7)

(3) cf par exemple: «Mise au point à propos de certains "dépassés du marxisme"», «Programme Communiste» n° 67 (juillet-août-septembre 1975)

(4) Ce travers caractérise les florentins mystiques de «Il partito comunista» qui parlent du «silence protecteur» de l'anonymat.

Cet anonymat est utilisé par eux pour s'approprier les textes du parti afin d'affirmer une continuité factice de leur organisation avec celui-ci. C'est ainsi qu'ils donnent sans indication d'origine une citation de l'article écrit (anonymement) par Bordiga («Le Batilocchio...») en la présentant ainsi: «A ce propos [l'utilisation du nom de Lénine - NdIR], nous (sic!) avons eu le courage d'écrire». Le courage politique de ces gens consiste essentiellement à brouiller les cartes, à se protéger par le silence. Dans leur article sur la fondation Bordiga, écrit pour critiquer «Il Programma Comunista», ce groupe n'est désigné que par une allusion obscure («des misérables débris du "bordiguisme", qui n'ont plus à rien à voir avec notre mouvement depuis des décennies et qui concluent ainsi de façon "cohérente leur "tournant"»). Cf «Embaumeurs», «Il Partito Comunista» n° 277 (juillet-août 2000). En dire plus aurait nécessité d'expliquer un peu à leurs lecteurs d'où venait ce groupe, quel était ce «tournant», et donc aussi quelle est l'origine d'«Il Partito», quelles étaient les causes politiques et programmatiques de la rupture de 1972 qui a conduit à la naissance de leur «mouvement». Trente ans après ils préfèrent toujours le silence protecteur à la critique et à la lutte politique ouvertes.

(5) cf «Il Programma Comunista» n° 6-7, juin-juillet 1996.

(6) cf «En défense du programme communiste», «Le Proletaire» n° 384 (octobre-décembre 1985).

Sur le fil du temps

LE BATTILOCCHIO DANS L'HISTOIRE

(Il Programma Comunista n° 7, 1953)

Nous reproduisons des extraits de ce «Fil du temps» consacré à combattre non seulement la croyance, fruit de l'idéologie bourgeoise, que l'histoire est faite par les «grands hommes», que le prolétariat ne pourra vaincre que s'il est guidé par des hommes providentiels et que ces défaites ont été dues à leur absence; mais aussi l'idée en apparence inoffensive que les communistes peuvent s'appuyer sur ce sentiment répandu parmi les exploités pour accroître leur audience et accélérer l'évolution des situations en mettant en avant le nom de grands révolutionnaires célèbres (et Bordiga lui-même avait été confronté à certains qui dans le Partito Comunista Internazionale croyaient que l'utilisation de son nom aurait pu donner un rayonnement plus grand au jeune parti): le recours à ce genre d'expédient est illusoire car en fin de compte il tend à renforcer la passivité des masses. Croire qu'il est

impossible de s'en passer est une attitude, dit l'article, caractéristique d'un «marxiste découragé ou d'un chef des oppresseurs vendu à l'ennemi». La révolution viendra quand les prolétaires n'attendront plus leur salut d'un sauveur, mais de leur seule lutte. Ce dont le prolétariat a besoin, ce n'est pas de l'arrivée d'un quelconque messie, mais de la reconstitution de son organe politique, qui sur la base de son programme historique - le marxisme invariant - et grâce à la solidité de son organisation, centralise ses énergies de lutte et rend possible la victoire dans l'affrontement final: le parti de classe.

Faute de place nous ne pouvons publier ici qu'une partie de cet article très intéressant, notamment celle qui reproduit la réponse de Bordiga à une camarade sur ce sujet; nous renvoyons le lecteur à «Programme Communiste» n° 56 (p.63-77) pour la version complète.

Récemment, à propos de l'appréciation marxiste de la révolution russe, nous citions la phrase d'Engels: «Le temps des peuples élus est achevé». Il n'y aura probablement pas grand monde pour rompre des lances en faveur de la thèse opposée, car elle n'a guère porté chance au nazisme allemand et non plus aux Juifs, qui paient cher leur incroyable entêtement plurimillénaire dans le racisme: écrasés d'abord par la manie aryenne d'Hitler, puis par l'affairisme impérial des Britanniques, et aujourd'hui par l'inexorable appareil soviétique, ils le seront demain, probablement, par la politique des Etats-Unis, cosmopolites et tolérants en paroles, mais qui se sont déjà fait les dents sur les noirs.

Il sera beaucoup plus difficile de faire admettre que ce n'est plus le temps des individus élus, des «hommes providentiels» - comme Georges-Bernard Shaw appelait Napoléon (mais surtout pour se moquer de lui en le montrant en chemise de nuit) -, bref des grands hommes, des grands capitaines et des chefs historiques, des Guides suprêmes de l'humanité.

Il semble en effet (et plus que par le passé) que dans les camps les plus divers et au nom de tous les credos, catholiques ou francs-maçons, fascistes ou démocratiques, on ne puisse s'empêcher de s'exciter et de se prosterner dans une admiration baveuse devant le nom de quelque personnage auquel on attribue à tout instant tout le mérite du succès de la «cause» en question.

Tous sont d'accord pour attribuer une influence déterminante sur les événements, passés ou à venir, à l'oeuvre et donc aux

qualités personnelles des chefs qui occupent le fauteuil suprême: on discute à perte de vue pour savoir s'ils doivent le faire en vertu d'un choix électif et démocratique, d'une décision du parti, ou même d'un coup de main personnel, mais tous sont d'accord, amis ou ennemis, pour tout faire dépendre de l'issue de cette dispute.

Si ce critère général était vrai, et si nous n'avions pas la force de l'attaquer et de le détruire, il nous faudrait reconnaître que la doctrine marxiste a été mise en échec. Mais au contraire, comme de coutume, nous confirmons aujourd'hui deux positions: 1) le marxisme classique avait déjà mis les grands hommes à la retraite, et sans appel; 2) le bilan de l'oeuvre des grands hommes récemment mis en circulation ou qui nous ont débarrassés de leur présence confirme notre théorie. (...)

COURRIER RÉCENT

Voici ce que nous écrivions il y a quelque temps à une camarade ouvrière, qui, tout en s'excusant à tort de s'exprimer incorrectement, avait su poser le problème d'une manière frappante. Nous transcrivons en partie le texte de la réponse, qui entre tout à fait dans notre sujet:

Tu écris: «Tu as raison de dire qu'un marxiste ne doit pas considérer les hommes, mais les principes... Nous disons: les hommes ne comptent pas, laissons-les de côté. Mais dans quelle mesure est-ce juste, si ce sont les hommes qui déterminent en partie les faits? Si les hommes sont en partie la cause qui a provoqué les problèmes, on ne

peut pas les laisser complètement de côté.»

Ce n'est pas du tout une façon «boiteuse» d'envisager le problème: tu le poses très correctement au contraire. Les faits et les luttés sociales dont nous nous occupons en tant que marxistes, sont faits par des hommes, leurs acteurs sont les hommes. C'est une vérité indiscutable; sans le facteur humain notre construction ne tient pas. Mais traditionnellement, ce facteur a toujours été considéré d'une manière bien différente de celle introduite par le marxisme.

Ta simple expression peut être énoncée de trois façons différentes; c'est alors que le problème apparaît dans sa profondeur, et tu as le mérite de l'en être approchée. Les événements sont faits **par des hommes**. Les événements sont faits **par les hommes**. Les événements sont faits **par l'homme Pierre**, **par l'homme Paul**, **par l'homme Jean**.

L'homme est d'une part un animal, d'autre part un être **pensant**. Ce qui nous distingue des «autres», ce n'est pas seulement que **eux** disent que l'homme pense d'abord, et qu'en suite les effets de cette pensée déterminent sa vie matérielle et même animale - alors que **nous**, nous disons qu'à la base de tout, il y a les rapports physiques, animaux, l'alimentation, etc...

C'est que justement le problème ne concerne pas l'homme pris individuellement, mais l'homme considéré dans la réalité des groupes sociaux et de leurs rapports. Or, la façon dont les hommes interviennent dans l'histoire (excuse les grands mots!) peut se formuler de trois manières. Les voici:

(Suite en page 6)

LE BATTILOCCHIO DANS L'HISTOIRE

(Suite de la page 5)

Les systèmes religieux ou autoritaires traditionnels disent: un grand homme ou un envoyé de Dieu pense et parle: les autres apprennent et agissent.

Les idéalistes bourgeois plus récents disent: la raison, dont sont dotés tous les hommes civilisés, détermine certaines orientations, sur la base desquelles les hommes sont conduits à agir. Ici aussi, il y a encore certains hommes **particuliers**: des penseurs, des agitateurs, des tribuns, qui pousseraient tous les autres en avant.

Quant aux marxistes, ils disent: l'action commune des hommes, ou, si on veut, ce qu'il y a de commun, de non accidentel et particulier dans l'action des hommes, naît de poussées matérielles. La conscience et la pensée viennent après, et elles déterminent les idéologies de chaque époque.

Donc, pour nous comme pour tous les autres, ce sont les actions humaines qui deviennent les facteurs historiques et sociaux: qui fait la révolution? Des hommes, évidemment.

Mais pour les premiers, l'élément fondamental c'était l'homme éclairé, prêtre ou roi. Pour les seconds, c'était la conscience et l'idéal qui s'est emparé des esprits. Pour nous, c'est l'ensemble des données économiques et la communauté d'intérêts.

Nous non plus, nous ne réduisons pas les hommes, de l'état de protagonistes créateurs ou acteurs, à l'état de marionnettes dont les fils seraient tirés... par l'appétit. Sur la base de la communauté de classe, il existe toute une série de degrés et de niveaux complexes: tout le monde n'a pas la même disposition à agir et encore moins la même capacité de comprendre et d'exposer la théorie commune.

Mais ce qu'il y a de nouveau, c'est que contrairement aux révolutions précédentes, nous n'avons nullement besoin, et même pas à titre de symboles, d'hommes particuliers ayant une personnalité et un nom particuliers.

INERTIE DE LA TRADITION

Le fait est que justement parce que les traditions sont les dernières à disparaître, les hommes agissent souvent sous l'influence puissante de la passion pour le Chef. Alors, pourquoi ne pas «utiliser» ce facteur, qui certes ne modifie pas le cours de la lutte de classes, mais peut favoriser le regroupement des forces et précipiter l'affrontement?

Il me semble que la chose essentielle des dures leçons de tant de décennies est la suivante: on ne peut pas renoncer à mettre les hommes en mouvement, à vaincre avec des hommes; c'est précisément nous, la Gauche, qui avons soutenu que la collectivité des hommes qui lutte ne peut pas être toute la masse, ni la majorité de celle-ci, mais que cela doit être le parti (**un parti pas trop grand**) et les couches d'avant-garde qu'il organise. Mais **les noms** influents en ont entraîné dix et en ont égaré mille. Freinons donc cette tendance, et supprimons autant que possible, non pas **les hommes**, bien sûr, mais l'Homme avec son Nom particulier et son Curriculum vitae particulier...

Je connais bien l'objection qui peut influencer les camarades naïfs: LÉNINE. Bien, il est sûr qu'après 1917, **nous avons gagné** de nombreux militants à la cause révolutionnaire parce qu'ils ont été convaincus que Lénine avait su faire et avait fait la révolution: ils sont venus, ils se sont battus, et **ensuite ils ont mieux approfondi** notre programme. Cet expédient a mis en mouvement des prolétaires et des masses entières qui sinon auraient peut-être dormi. Admettons. Et après? C'est ce même nom de Lénine que l'opportunisme invoque pour corrompre **complètement** les prolétaires. Nous en sommes au point que l'avant-garde de la classe est bien moins avancée qu'avant 1917, quand il y avait bien peu de gens qui connaissaient

son nom.

Alors je dis que dans les thèses et dans les directives établies par Lénine est contenu le meilleur de la doctrine collective du prolétariat, de la politique réellement de classe, mais que son nom en tant que tel a un bilan négatif. Évidemment on a exagéré. Lénine lui-même en avait plus qu'assez du culte de la personnalité. Il n'y a que les minus insignifiants qui se croient indispensables à l'histoire. Il riait comme un enfant en entendant de telles choses. Il était suivi, adoré, mais pas compris.

Est-ce que j'ai réussi par ces quelques lignes à te donner idée de la question? Il faudra que vienne le temps où un fort mouvement de classe aura une théorie et une action correctes sans avoir à se servir de noms pour gagner des sympathies. Je crois qu'on y arrivera. Celui qui ne le croit pas ne peut être qu'un marxiste découragé ou, pire, un chef des opprimés vendu à l'ennemi.

Comme tu vois, je n'ai pas comparé l'effet historique bénéfique de l'enthousiasme pour Lénine avec l'effet néfaste des milliers de chefs renégats, mais avec les effets négatifs produits par son nom lui-même et je ne me suis pas aventuré non plus sur le **terrain dangereux du «si Lénine n'était pas mort»**. Staline aussi était un marxiste en règle et homme d'action de premier ordre. L'erreur des trotskystes, c'est chercher la clé de l'explication de ce gigantesque reflux de la force révolutionnaire dans la sagesse ou le tempérament de certains hommes.

FIGURES DE L'ACTUALITÉ

Pourquoi avions-nous appelé la théorie du grand homme **théorie du battilocchio**? Le battilocchio est un type qui attire l'attention et qui en même temps révèle sa totale nullité. Grand, dégingandé, voûté pour cacher un peu sa tête dodelinante et ahurie, la démarche incertaine et oscillante. A Naples on l'appelle **battilocchio** à cause de ce clignement de paupières de niais et de philistin. (...)

L'histoire et la politique contemporaines, en cette année 1953 (où tout se ressent de ce fait général et non accidentel qu'une structure à moitié demi-pourrie, le capitalisme, n'arrive pas à crever) nous sommes entourés de véritables constellations de **battilocchi**. Cette époque de marasme propage dans des masses serviles la conviction absolue que c'est eux, eux seuls, qu'il faut regarder et admirer, que partout il s'agit de **battilocchi** providentiels, et que surtout la relève de la garde du régiment des **battilocchi** est le **facteur** (pauvre Engels!) qui détermine le cours de l'histoire. (...)

Si après avoir parlé de Lénine, nous n'avons pas fait allusion à Staline, disparu depuis peu, ce n'est pas de peur qu'après une expédition punitive notre scalp s'en aille orner le mausolée, pratique à laquelle il y a bon espoir d'arriver un jour. Staline est encore le produit d'un cadre anonyme de parti, qui a organisé sous la poussée de forces historiques **qui n'étaient pas accidentelles** un mouvement collectif, anonyme, profond. Ce sont des réactions de la base historique, et non les hasards de la mesquine course au succès, qui déterminent le tournant crucial où l'escadron révolutionnaire s'est brûlé lui-même dans la flamme de la réaction thermidorienne; et s'il est vrai qu'un nom peut constituer un symbole même si la personne, en tant que telle, ne compte pour rien dans l'histoire, le nom de Staline reste le symbole de cet extraordinaire processus: la force prolétarienne la plus puissante réduite en esclavage et pliée aux exigences de la construction révolutionnaire du capitalisme moderne, sur les ruines d'un monde arriéré et inerte.

La révolution bourgeoise doit nécessairement avoir un symbole et un nom, bien qu'elle aussi, en dernière instance, soit faite par des forces anonymes et des rapports matériels. Elle est la dernière révolution qui ne sache pas être anonyme: c'est pourquoi nous nous en souvenons comme d'une révolution romantique.

Notre révolution apparaîtra quand on

aura fini de se prosterner à deux genoux devant des individus, dans une attitude faite surtout de lâcheté et de désarroi. L'instrument de sa force de classe sera un parti parfaitement homogène dans sa doctrine, son organisation et son combat; un parti qui n'accordera aucun crédit au nom et au mérite de l'individu, et qui refusera à l'individu la conscience, la volonté, l'initiative, le mérite ou la faute, pour tout concentrer dans son unité nette et clairement délimitée.

MORPHINE ET COCAÏNE

Lénine a repris à Marx la définition (critiquée par beaucoup comme trop vulgaire) de la religion comme opium du peuple. Le culte de la divinité est la morphine de la révolution, dont elle endort les forces agissantes; ce n'est pas pour rien que, lors de la mort de Staline, on a prié dans toutes les églises d'U.R.S.S.

Le culte du chef, de l'être et de la personne non plus divine, mais humaine, est un stupéfiant social encore plus pernicieux: nous l'appellerons la cocaïne du prolétariat. L'attente du héros qui enflammera les enthousiasmes et entraînera les foules à la lutte ressemble à l'injection de sympamine; les pharmacologues ont trouvé le terme correspondant: c'est l'héroïne. Après une brève exaltation pathologique de l'énergie, survient un état de prostration chronique puis la crise cardiaque. Il n'y a pas de piqûres à faire à la révolution qui hésite, à une société honteusement enceinte de dix-huit mois et qui n'a pas encore accouché.

Nous rejetons la ressource vulgaire qui consiste à se tailler un succès en exploitant le nom d'un homme d'exception, et nous crions une autre définition du communisme: le communisme est la société qui n'a pas besoin de **battilocchi**.

Vient de paraître: PROGRAMME COMMUNISTE

Au sommaire du n° 97 (septembre 2000) de notre revue théorique:

- *Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme*

- *Propriété et capital (1)*

- *Éléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (1)*

- *Histoire de la Gauche Communiste d'Italie (3). Articles de «Il Comunista» en annexe: Les abstentionnistes et la valeur de la discipline - L'opportunisme international - Les unitaires ne sont pas communistes.*

- *Notes de lecture: - Aufheben - Marc Laverne et le Courant Communiste International - (Dis)continuité.*

L'exemplaire (68 pages): 25 FF

Il Comunista n°71-72 (Settembre 2000)

- *Le rivendicazioni imperiali della classe dominante italiana. - Il giubileo dei giovani: come la chiesa cattolica appropria la nuova generazione di credenti. - Gli operai continuano a morire sul lavoro. La riposta di classe è la lotta, non il lutto cittadino. - Costruttori e adoratori di icone inoffensive all'opera: è nata la Fondazione Amadeo Bordiga. - Amadeo Bordiga, ogetto di culto al mercato dei grandi personaggi. - Comunismo e fascismo. - Proletariato e intellettuali. - Incendi, fabbriche di profitto. - I proletari, come li vedono certi borghesi intelligenti.*

A propos d'Adelshoffen, Cellatex... UN EXEMPLE A NE PAS SUIVRE: LE C.C.I.

Nous avons parlé dans le dernier «Prolétaire» des divers conflits radicaux qui ont défrayé la chronique l'été dernier. Nous sommes obligés d'y revenir à la suite d'articles publiés sur «Révolution Internationale» organe en France du Courant Communiste International (l'un étant reproduit sur «Internationalisme», organe en Belgique du C.C.I.) (1). Le C.C.I, qui affirme être une organisation de gauche communiste plus ou moins apparentée à notre courant, a en effet violemment **condamné** ces luttes au nom de ses propres principes. Mais ce sont bien plutôt ces luttes elles-mêmes qui condamnent sans appel les orientations et les principes du CCI!

Croyant peut-être comme la presse bourgeoise à la réapparition de ces courants lors des grèves de l'été, «Révolution Internationale» a publié un article de critique de l'anarchisme et surtout du *luddisme* qui détruisait les machines introduites par les capitalistes en Grande-Bretagne. Nous consacrons un autre article pour rappeler ce qu'a été réellement ce mouvement selon les marxistes et non selon ce qu'en disent les bourgeois.

Mais ce qui nous intéresse ici, c'est l'analyse par le CCI des grèves de Cellatex et autres. Le ton est donné dès le début; après avoir rappelé les faits, l'article de «Révolution Internationale» condamne aussitôt, à l'instar des patrons et des petits-bourgeois écologistes depuis les Verts jusqu'à la médiatique association Robin des Bois, le déversement d'acide sulfurique dans un affluent de la Meuse (sur «Internationalisme», le titre de l'article est même devenu: «*Poison dans la Meuse, un exemple à ne pas suivre*»: voilà à quoi le CCI réduit cette lutte!). Il ne s'agit pourtant que d'une goutte d'eau par rapport aux quantités industrielles de pollution qui sont produites quotidiennement par le capitalisme sur terre, sur mer et dans les airs dont les premières victimes sont les prolétaires contraints de travailler et de vivre en permanence dans ces environnements désastreux.

Sans doute l'article affirme-t-il que «*la première violence c'est celle du capital*», celle qui est faite aux prolétaires dans l'usine ou hors d'elle par le capitalisme. Et le CCI va

même jusqu'à reconnaître que: «*En ce sens, ces luttes traduisent d'abord un refus de se plier à la violence des attaques anti-ouvrières de la bourgeoisie et à la logique capitaliste des plans de licenciement. En cela elles sont une manifestation de la lente et difficile reprise de la combativité ouvrière, au même titre d'ailleurs que beaucoup d'autres grèves qui ont fait beaucoup moins parler d'elles*». Mais cette reconnaissance du bout des lèvres ne sert qu'à préparer la condamnation sans appel des formes de ces luttes, de ce qui les a «distinguées des autres», des méthodes de lutte employées par les prolétaires qui les animaient. En effet pour le CCI, ces méthodes qu'il qualifie rien moins que de «*terroristes*» (pour cette organisation il s'agit là d'une condamnation gravissime), ne sont rien d'autre que des... «*moyens de lutte encouragés par la bourgeoisie*»!!! Grave accusation, comme on voit. Voyons comment le CCI la justifie.

RIONS UN PEU

Pour preuve que «*la bourgeoisie elle-même, bien loin de craindre de telles luttes ou d'y voir la moindre menace, les encourage ouvertement*», le CCI met en avant d'abord le fait que ces luttes ont eu pendant l'été un retentissement médiatique inhabituel. «*Et [indice aggravant] le caractère qui était souligné, qui consacrait et assurait leur couverture médiatique, qui servait de critère pour les mettre en avant par rapport aux*

UN EXEMPLE A NE PAS SUIVRE: LE C.C.I.

autres luttes, c'était précisément leur "radicalité". Ensuite c'est le fait que Martine Aubry - comme tout bon pompier social, mais cela le CCI fait semblant de ne pas s'en rendre compte - se soit déclaré «compréhensive», non vis-à-vis du «terrorisme social» comme le prétend l'article, mais vis-à-vis de la colère des prolétaires.

Mais la preuve définitive selon le CCI que la bourgeoisie encourage ce type d'actions, c'est que les travailleurs ont réussi à obtenir sinon un «pactole» comme le dit méchamment l'article tout entier écrit pour calomnier cette lutte, du moins des résultats appréciables:

«Mais le meilleur encouragement de la part de la bourgeoisie a été de faire croire aux ouvriers qu'avec des luttes de ce type, ils pouvaient "gagner" quelque chose. C'est d'ailleurs l'Etat lui-même qui aura "payé" ce cadeau (...). Les "gains" des ouvriers de Cellatex sont certes réels et appréciables, mais ils sont illusoire». Entre parenthèses, il faudrait savoir: les ouvriers de Cellatex ont ils gagné quelque chose ou non? Leurs gains sont-ils réels ou illusoire?

Selon l'article tout cela n'était qu'un «appât», la bourgeoisie ayant machiavéliquement élaboré un plan diabolique, heureusement percé à jour par le CCI: «le but poursuivi par la bourgeoisie était qu'en mettant en avant une "victoire des ouvriers de Cellatex", elle en faisait un modèle, un exemple à suivre, qui ne pouvait qu'inciter d'autres ouvriers à reprendre de telles méthodes "qui paient" et à pousser dans cette voie un certain nombre d'entre eux dans d'autres entreprises. Cela servait en fait à attirer les ouvriers dans une impasse». Bon sang, mais c'est bien sûr!

D'ailleurs les autres luttes de ce type ont vu «beaucoup moins d'avantages substantiels (...) voire aucun» et à Valenciennes ce sont les CRS qui ont été envoyés pour déloger les grévistes (la bourgeoisie aurait-elle abandonné son plan au cours de l'été? Il y a de quoi se perdre en conjectures...).

Quel était donc le but de la bourgeoisie en faisant de la «publicité» à ces «méthodes terroristes» (sic)?

«D'abord (...) discréditer la lutte de classe (...). Et là l'occasion était trop belle pour elle d'assimiler la lutte de classe au terrorisme et de dénoncer son caractère destructeur pour l'environnement et les conditions de vie de la population [encore une foi, il faudrait savoir: ou la bourgeoisie s'est montré «compréhensive» pour ces méthodes ou elle les a dénoncé comme destructrices. Le raisonnement du CCI est tellement absurde qu'il tombe dans des contradictions insolubles presque à chaque phrase (2)]. En ce sens la médiatisation de ces "méthodes exemplaires" ne vise - et ne peut aboutir - qu'à pourrir la conscience de la classe ouvrière».

Nous y voilà! Le grand mot est lâché: la classe ouvrière a une belle et pure **conscience**, au point qu'elle serait sans doute sur le point d'entrer en lutte massivement, voire de faire la révolution, mais patatras, la bourgeoisie n'arrête pas de lui pourrir la conscience, de la déboussoler, de la troubler par les pièges les plus abracadabrantesques.

Ce n'est pas tout: «De plus, et de manière générale, la bourgeoisie encourage toujours les méthodes lutte qui contribuent à enfermer les ouvriers dans l'isolement. De façon tout à fait concrète, les luttes que la bourgeoisie nous donne en exemple permettent d'entraîner les ouvriers vers un repli corporatiste sur l'occupation de l'usine, elles poussent à l'enfermement chacun dans son coin, elles mettent surtout en avant des méthodes qui menacent les conditions de vie des autres ouvriers et ne peuvent que les isoler, les diviser, les désolidariser les uns des autres».

«En faisant croire que les actions radicales et la menace du sabotage sont le seul moyen de gagner ou ne serait-ce qu'un bon moyen de se faire entendre, la bourgeoisie ne peut que pousser les ouvriers à tirer de fausses leçons».

(...) On veut faire croire aux ouvriers que s'ils veulent se battre ils ne peuvent le faire qu'en recourant à des actions désespérées menées par des irresponsables», etc.

LES FAUSSES LEÇONS DU CCI

L'article peut bien affirmer dans sa conclusion que la seule voie à suivre, la seule qui soit sur le terrain de classe, c'est la lutte générale, la plus large possible, au-delà de l'usine, du secteur, mettant en avant les intérêts communs à tous les ouvriers, en donnant l'exemple des luttes ouvrières en Pologne en 1980; **opposer** abstraitement cette perspective très générale, juste sans doute (si l'on met de côté l'analyse faite par le CCI du cas polonais), aux luttes qui se mènent aujourd'hui contre les patrons appuyés par l'Etat bourgeois, avec toutes les difficultés dues à l'isolement, à l'absence de solidarité de classe effective d'un côté et de l'autre à l'action étouffante de toute l'innombrable bande des pompiers sociaux, des professionnels en tout genre du maintien de la paix sociale (partis de gauche, élus, curés, sociologues, journalistes, etc.) jusqu'aux différentes bonzeries syndicales (sans oublier les résidus de l'extrême gauche), ce n'est pas seulement se moquer du monde et en particulier des prolétaires en lutte. C'est aussi discréditer cette perspective générale et se mettre en travers de la seule voie qui lui permettra de devenir un jour une réalité.

Qu'auraient dû faire en effet, si nous comprenons bien, les prolétaires de Cellatex et d'ailleurs, en attendant que les ouvriers, ayant compris que c'est le sort de toute la classe qui est en jeu dans la fermeture de telle ou telle usine, se mettent en lutte dans tout le pays? Refuser bien sagement les actions «radicales», les méthodes «terroristes» et «violentes» qui risquent de se mettre à dos «la population», ne pas menacer l'outil de travail, ne pas séquestrer les patrons, ne pas occuper l'usine, ne pas risquer d'empoisonner l'environnement, bref ne pas donner le mauvais exemple «irresponsable», en un mot se laisser licencier comme tant d'autres après des mois d'attente passive? Car aujourd'hui c'est cela l'alternative réelle «tout à fait concrète», comme dit le CCI, et non pas la perspective fantastique de déclencher on ne sait comment un mouvement de l'ampleur de celui de 1980 en Pologne.

Cette alternative, les prolétaires de Cellatex et d'ailleurs l'ont refusée; ils ont refusé la passivité, ils ne se sont pas laissés intimider par les accusations d'«anarchistes», d'«irresponsables», de «terroristes», de «vandales»; ils ont utilisé les seules armes qu'ils avaient sous la main, ils ont menacé l'outil de travail que des décennies d'opportunisme ont voulu rendre intouchable, ils ont eu recours à la violence, ils ont même osé menacer l'**environnement** qui dans l'écoeurante idéologie démocratique omniprésente est présenté comme notre bien à tous, et que nous devrions tous, nous la «population», les citoyens, quelle que soit notre classe sociale, respecter et protéger (alors que cet environnement malsain est saccagé en permanence par les ravages du capitalisme). Ils ont osé et ils ont eu raison!

Tout prolétaire combatif sera à leurs côtés, en dépit des doctes condamnations des révolutionnaires responsables et pacifiques du CCI. Et il ne pourra ressentir que le plus profond mépris envers l'attitude de ces prétendus communistes qui, pour mieux discréditer ces luttes, ne se contentent pas de reprendre sans honte les calomnies lancées par les bourgeois et les petits-bourgeois, mais en ajoutent encore d'autres (3).

Non, ce n'est pas vrai que l'utilisation de méthodes de lutte radicales, n'excluant pas le recours à la violence, ne peuvent qu'**isoler, diviser** les travailleurs, les **désolidariser les uns des autres**. Non, ce n'est pas vrai que ces **méthodes radicales** soient **irresponsables** et **terroristes**, ni évidemment qu'elles soient encouragées par la bourgeoisie et mises en oeuvre par les syndicats collaborationnistes, et que tout cela ne soit qu'une machination ourdie par la classe dominante pour détourner le prolétariat de la lutte de

classe!

Les révolutionnaires marxistes ne cherchent pas à faire de ces luttes un modèle qu'il suffirait d'appliquer ailleurs pour que le succès soit assuré. Ils ne cherchent pas à en cacher les faiblesses, faiblesses qui sont dues fondamentalement non aux prolétaires qui se battent comme ils le peuvent pour se défendre, mais à leurs frères de classe encore apathiques, encore hésitants à entrer en lutte, bref à la situation de paralysie persistante de la classe ouvrière. Ces luttes sont des luttes défensives, et avec un rapport de forces défavorable aux prolétaires. Il est inévitable dans ces conditions que ceux-ci aient énormément de difficultés à éviter les pièges de l'adversaire, à prendre véritablement mains leur combat, à éviter de s'en laisser déposséder finalement par le retour en force du collaborationnisme syndical et politique.

Malgré cela, malgré des situations qui paraissent sans espoir, les ouvriers de Cellatex et d'ailleurs ont montré à tous leurs frères de classe qu'il est possible de résister et qu'il est possible de remporter des concessions non négligeables.

C'est bien là l'important à souligner, **l'exemple à suivre, la leçon** qu'ils ont donné au prolétariat: la leçon que seule la lutte véritable peut payer; c'est une contribution pratique de première importance à la rupture avec la collaboration des classes et son pacifisme, son légalisme, ses méthodes bien sages et bien responsables qui sont synonymes de défaite, une contribution à la reprise du chemin de la lutte de classe ouverte.

Et il faut vraiment être complètement coupé de la réalité ou avoir une sacrée dose de suffisance professorale pour leur reprocher de ne pas s'être conformés aux grands principes de la lutte bien propre et bien ordonnée ou de ne pas avoir fait comme les dizaines de milliers d'ouvriers polonais de la Baltique!

Ceux qui crient à l'anarchisme devant des luttes trop radicales, ceux qui les dénoncent comme **terroristes** et y voient de l'**irresponsabilité** parce qu'elles utilisent les seules armes à leur disposition pour assurer un minimum de rapport de forces (occupation de l'usine, séquestration des patrons, menaces de destruction de l'outil de travail, etc.), ceux-là se rangent en fait aux côtés des **adversaires** de la lutte ouvrière. Ils démontrent qu'ils **craignent** en réalité le retour de cette lutte de classe qui ne pourra pas ne pas s'accompagner d'explosions brutales de luttes, d'affrontements violents, cette lutte de classe dans laquelle les prolétaires apprendront la nécessité du terrorisme social contre tous leurs adversaires, cette lutte de classe qui sera l'**école de guerre du communisme**.

Ces gens-là peuvent bien se baptiser communistes internationalistes, pérorer sur la lutte de classe et la révolution internationale, ils n'ont en réalité rien à voir ni avec la lutte prolétarienne ni avec le communisme.

(1) «Révolution Internationale» n°304, sept. 2000, «Internationalisme» n°266, 15/9-15/10/2000

(2) Il se contredit même au milieu d'une même phrase, comme lorsque l'article affirme sans sourcilier qu'on cherche à «**déboussoler davantage**» les prolétaires en braquant les médias sur «4 ou 5 luttes présentées comme "typiques" ou modèles, en les présentant comme des luttes marginales d'exclus de la croissance...»: luttes typiques ou marginales? Il semble bien dans cette histoire que le déboussolé ce soit... le CCI!

(3) Dans le n° suivant de «Révolution Internationale», le CCI met ces luttes sur le même plan que les actions des patrons routiers, comme deux opérations pour «**saper le développement dans la classe ouvrière de sa conscience**»...

Le Luddisme: Une étape dans l'histoire de l'organisation du prolétariat

Les grèves de cet été, au cours desquelles les grévistes n'ont pas hésité à menacer de détruire le sacro-saint «outil de travail» - au grand scandale de tous les bien-pensants de la lutte ouvrière propre et respectueuse des usages - ont été dénoncées par la grande presse comme un inquiétant retour de l'anarcho-syndicalisme et, pire encore, du **luddisme**. Dans le petit article qui suit nous avons voulu rappeler ce qu'a été le luddisme: non une simple révolte inconsciente de prolétaires ou semi-prolétaires détruisant aveuglément les machines, mais la première flambée de la lutte prolétarienne; non un mouvement quasi réactionnaire de refus du «progrès technique et scientifique», mais un mouvement annonciateur de l'avenir, portant en lui la clé du véritable progrès social pour toute l'humanité: la lutte de classe poussée jusqu'à son comble, jusqu'à l'affrontement ouvert avec la classe bourgeoise, son système et toutes ses institutions, jusqu'au renversement du capitalisme.

Pour expliquer le luddisme, il faut revenir à la fin du XVIIe siècle, peu après la Révolution de Cromwell, où l'on vit naître en Grande-Bretagne des associations de compagnons, sortes de mutuelles de secours pour eux et leur famille face aux problèmes financiers qu'étaient la vieillesse, la maladie et la mort. Mais, au fil du temps, avec le développement du capitalisme, du machinisme et du commerce, les corporations qui voyaient l'apprenti devenir compagnon pour, souvent, finir patron, vont commencer à décliner en laissant de plus en plus la place à d'autres métiers où le travailleur devient un salarié. En conséquence, les compagnons vont de plus en plus se regrouper en dehors de leurs employeurs et leurs associations commencer à aborder les questions de salaire et de conditions de travail. Dès lors, on assistera aux premiers conflits sociaux modernes, c'est à dire opposant Travail et Capital. Tout débutera dans les années 1720 avec les compagnons de l'imprimerie regroupés dans une association secrète appelée «Chapelle» (qui n'avait rien à voir avec la religion); ses moyens de lutte sont le ralentissement voire l'arrêt du travail et surtout le sabotage (inversion de pages ou de caractères, etc...). Mises hors-la-loi par le gouvernement, ces associations vont se dissoudre ou bien continuer clandestinement pour échapper à la représ-

sion.

Bien sûr, au début c'est surtout d'une réaction d'artisans contre la prolétarisation; mais, bientôt, avec les bouleversements technologiques de l'industrie, ceux-ci sont rejoints par les travailleurs des nouveaux centres industriels: il s'agit aussi bien d'artisans déclassés que de travailleurs récemment prolétarisés (souvent illettrés car envoyés à la fabrique dès le plus jeune âge) ou de vagabonds renvoyés des *work-houses* par les paroisses voire d'enfants déportés d'une région à une autre pour les besoins du développement du capitalisme britannique et qui travaillent tous de 12 à 19 heures par jour. Les années 1790 sont une époque de troubles pour les îles britanniques: terreur de bandes d'artisans et d'ouvriers, mutineries (Spithead, prisons...), soulèvements (Irlande notamment), etc... En 1799, une loi instaurée contre les bâtisseurs de moulins de Londres est étendue à toutes les associations ouvrières (sauf en Ecosse); elle restera en vigueur jusqu'en 1824.

La répression n'arrive pas à éradiquer ces associations; elles sont si nombreuses et puissantes qu'elles arrivent dans certains cas à obliger les patrons à négocier en secret sous peine de représailles (représailles qui

(Suite en page 8)

Le Luddisme: Une étape dans l'histoire de l'organisation du prolétariat

(Suite de la page 3)

frappent aussi les «jaunes» de l'époque). C'est durant ces années que se déroulent les conflits sociaux les plus violents, notamment de 1811 à 1817, avec le **luddisme**.

Au début de cette période, la bourgeoisie d'Albion, de nouveau en guerre contre la France, est confrontée au blocus de Napoléon. Cela engendre une baisse du prix des produits issus des manufactures qui, avec le développement toujours plus poussé du machinisme (l'utilisation de la vapeur...), supplantent dans ce pays l'artisanat et poussent toujours plus de main-d'oeuvre à une déqualification ou au chômage. Pour se défendre, le prolétariat multiplie les luttes économiques; à Nottingham une déclaration signée sous le pseudonyme de **Ned Ludd** appelle les dentelliers en grève à détruire toutes les nouvelles machines de l'industrie.

Ce genre de lutte se développe avec les violences qui l'accompagne. Engels écrit que «lorsque la paix générale de 1815 eut rétabli le trafic normal, le cycle décennal de prospérité, surproduction et crise commença à se manifester. Tous les avantages que les ouvriers avaient conservé de l'ancien temps prospère, voire amélioré durant la période de frénésie productive, leur furent alors ravés du fait d'une période de mauvaises affaires et de panique. La population laborieuse d'Angleterre ne tarda pas à être soumise à la loi générale, selon laquelle les salaires des ouvriers non-organisés tendent sans cesse vers le minimum absolu» (1).

Vont alors se succéder meetings, mar-

ches et pétitions en faveur des pauvres et pour des réformes (2), manifestations qui se terminent souvent par des heurts, et même attaques armées de certaines fabriques pour détruire les machines (3). En réaction à cette agitation la répression des capitalistes se durcit (formation de milices armées dans certaines régions), et les autorités viennent à leur aide. Le gouvernement suspend en 1817 l'*Habeas Corpus* (garantie des droits individuels et de l'inviolabilité du domicile - mesure en vigueur aujourd'hui en Irlande du Nord) et il réprime durement la manifestation de 60.000 personnes à Peterloo, dans les environs de Manchester, en 1819 (plus de 600 blessés et une dizaine de morts).

Si c'est à cette époque où le Parlement abrogea les clauses d'un statut des artisans devenu anachronique, que disparut le luddisme, il reste cependant une étape marquante et importante. Né dans un contexte politique difficile et une période économique trouble où les travailleurs devenaient des salariés dans leur majorité et devaient, par conséquent, changer et/ou améliorer leurs moyens d'organisation et d'action face à leurs exploiters, le luddisme a représenté une expérience pour l'organisation du prolétariat sur le terrain de la lutte économique aussi bien légale et pacifique que violente et clandestine. Il a été le stade intermédiaire entre les associations de compagnons et le chartisme, précurseur des trade-unions (c'est à dire des syndicats modernes). Le chartisme naquit quelques années après 1824 quand la loi contre les associations fut abrogée, permettant de s'associer librement (même si la loi de 1800 contre «les personnes usant de violences envers les individus et les biens» ou même «de menaces dans le but d'imposer leur association» restait en vigueur; en outre l'interdiction de la grève subsistait dans certaines manufactures et pour être embauchés les ouvriers devaient souvent signer un document s'engageant à ne pas y recourir).

Le luddisme a été bien autre chose que le

«rejet radical de l'industrialisation provenant de la couche des anciens artisans de métier jusqu'alors maîtres et possesseurs de leurs outils de travail» refusant la prolétarianisation comme le prétend le CCI (4), bien autre chose qu'un mouvement réactionnaire de refus du «progrès» et de la «modernité» par des travailleurs arriérés comme l'affirment les idéologues bourgeois du progrès capitaliste. Selon un historien britannique contemporain: «Les luddistes se référaient aux vieilles coutumes qu'il était impossible de ressusciter; mais ils tentaient par ailleurs de s'appuyer sur les anciens droits pour définir de nouvelles revendications. A plusieurs reprises ils demandèrent un salaire minimum légal; le contrôle de l'exploitation des femmes et des enfants; la procédure d'arbitrage; l'obligation pour les patrons de trouver un emploi aux travailleurs qualifiés remplacés par les nouvelles machines; le droit de s'organiser syndicalement». Et s'il veut y voir des précurseurs de la démocratie sociale, il affirme aussi que: «le luddisme, qui prit naissance dans des conflits du travail particuliers, fut un mouvement quasi insurrectionnel, constamment à la limite d'objectifs révolutionnaires plus vastes. (...) C'est cette tendance que l'on néglige le plus souvent» (5).

Derrière ses traits encore archaïques, ses références à une époque révolue, le luddisme a été en réalité une première bataille du prolétariat britannique naissant. Son utilisation de la violence ouverte et organisée dans la lutte sociale doit être **revendiquée**, tout particulièrement aujourd'hui où dominent le pacifisme et le légalisme: c'est cette menace de recours à la violence qui a fait parler la presse de luddisme à l'occasion des grèves de l'été et non bien sûr une aspiration à revenir à un pré-capitalisme. La lutte contre les machines qui réduisaient de nombreux prolétaires au chômage, donc à la misère la plus noire et entraînaient la baisse des salaires des autres, fait intégralement

partie de l'histoire et de l'expérience de la lutte ouvrière.

C'est en tout cas ce que pensait Engels: «La classe ouvrière ne commença à s'opposer à la bourgeoisie que lorsqu'elle résista violemment à l'introduction des machines, comme ce fut le cas tout au début du mouvement industriel» (6).

(1) F. Engels, article paru les 28/5 et 4/6/1881 dans «The Labour Standard».

(2) Jusqu'en 1867, tout travailleur pouvait avoir une indemnité à payer à son employeur s'il le quittait, voire même être jeté en prison.

(3) L'attaque de la fabrique Cartwright dans le Yorkshire au printemps 1812 par une cinquantaine de luddistes est restée célèbre, même si ce fut une cuisante défaite pour les assaillants. Plus de 4000 soldats, des dizaines d'espions essayèrent sans succès pendant des mois de retrouver les assaillants. Certains soldats enrôlés de force dans la milice de Cartwright avaient refusé de tirer au cours de l'affrontement. Des journaux parlaient de climat insurrectionnel dans la région. On retrouve sous la plume du fameux écrivain Charlotte Brontë qui a évoqué cet épisode dans l'un de ses ouvrages («Shirley»), les calomnies haineuses des classes dominantes envers les luddistes: «C'étaient des étrangers venus des grandes villes. Beaucoup n'appartenaient pas à la classe ouvrière; c'étaient pour l'essentiel, des êtres bas, des hommes sans le sou, toujours endettés, souvent ivres, n'ayant rien à perdre et beaucoup à acquérir en ce qui concerne la propriété, la propreté et les biens matériels»...

(4) cf «Révolution Internationale» n°304.

(5) cf Edward P. Thomson, «La formation de la classe ouvrière anglaise», Gallimard 1988 p. 498-499.

(6) F. Engels, «La situation de la classes laborieuse en Angleterre», Ed. Sociales 1975, p. 269.

En préparation: Communisme et fascisme (Extraits de la préface)

La réédition de «Communisme et fascisme», épuisé depuis longtemps, a pour but de mettre à disposition des camarades et de tous ceux qui manifestent de l'intérêt aux positions de la Gauche communiste, un recueil d'articles de la période qui va de 1920 à 1924 qui illustrent clairement et sans équivoques les analyses, les positions, les thèses et les réponses politiques de notre courant face au fascisme dès sa première apparition en Italie. (...)

Le fascisme a été bien autre chose qu'un retour en arrière de l'histoire, bien autre chose que la victoire de la réaction pré-capitaliste, comme le prétendaient Gramsci (imposé par l'Internationale à la tête du parti pour remplacer les dirigeants de la Gauche arrêtés par les fascistes) et, plus tard, tous les staliens. Ces derniers mettaient en avant un telle analyse pour justifier toute sorte de manoeuvres, toute sorte de déviations tactiques, politiques et de principe, toute sorte d'alliances avec la bourgeoisie «démocratique», pour justifier en un mot l'abandon de la voie marxiste menant à la dictature du prolétariat, par définition anti-démocratique, basée sur le seul prolétariat révolutionnaire et exercée par le seul parti communiste.

La Gauche communiste d'Italie a été accusée par Togliatti (devenu sous Staline le chef du parti communiste italien) et les siens d'avoir renoncé à combattre le fascisme, d'avoir «déposé les armes», alors que les valeureux «partisans antifascistes» staliens, eux, s'étaient illustrés dans la Résistance au cours de la guerre mondiale. S'il est vrai qu'elle ne participa pas à la Résistance, qu'elle refusa par fidélité au défaitisme révolutionnaire de Lénine de s'enrôler dans l'une des alliances impérialistes en guerre, c'est un faux historique de prétendre que la Gau-

che Communiste ne se soit pas battue contre le fascisme: c'est précisément la direction de gauche du P.C. d'I. qui organisa l'encadrement militaire dans le parti et dans les rangs prolétariens pour défendre non seulement les locaux et les journaux communistes, mais aussi les locaux et journaux socialistes, les locaux des Bourses du Travail, des Coopératives, des Ligues de travailleurs agricoles, les locaux syndicaux; et pour s'affronter avec les bandes fascistes, dès le début de l'offensive de escadrons noirs en novembre 1920, au moment où ils prirent d'assaut la Bourse du Travail, puis les bâtiments de la municipalité de Bologne.

En réalité ce qui affaiblit dramatiquement le prolétariat italien, et encore plus le prolétariat allemand et européen, ce fut l'influence particulièrement profonde des habitudes de lutte exclusivement pacifiste, exclusivement légaliste, que les vieux partis socialistes réformistes avaient enracinées comme seules méthodes de défense prolétarienne. Ce n'est qu'avec la scission de 1921 et la constitution du Parti communiste que le prolétariat italien put enfin avoir une véritable direction révolutionnaire. Mais les forces de la bourgeoisie, ébranlées par la guerre, avaient eu plus de deux ans pour se réorganiser et reprendre confiance en elles. Le mouvement fasciste contribua à la reprise du contrôle social et territorial par la classe dominante; mais il n'aurait rien pu contre la classe ouvrière si ses attaques n'avaient pas été systématiquement précédées par la répression anti-prolétarienne de l'armée qui le protégea et lui porta assistance à chaque pas. L'Etat bourgeois avec ses forces armées légales fut le facteur principal de la victoire du fascisme en Italie, et par la suite en Allemagne: démonstration du fait que la

bourgeoisie ne perd pas la tête devant la montée du mouvement révolutionnaire prolétarien, et qu'elle ne s'avoue pas vaincue sans avoir utilisé auparavant tous les moyens possibles, qu'ils soient économiques, politiques ou militaires.

Bien loin d'être l'instrument des féodaux et des agrariens, bien loin d'être un phénomène lié à des survivances pré-capitalistes, le mouvement fasciste naquit à Milan, la capitale italienne de l'économie, de la finance, de l'industrie et, ce n'est pas un hasard, la capitale aussi du réformisme social-démocrate de Turati et cie. Le mouvement fasciste constitua le levier pour détourner la lutte prolétarienne vers des objectifs légalistes et démocratiques en même temps que le moyen de rassembler toutes les forces bourgeoises contre le danger révolutionnaire. Le fait que les escadrons noirs commencèrent à attaquer les Bourses du Travail et les locaux ouvriers dans des régions agricoles, en s'en prenant directement aux militants les plus combattifs parmi les ouvriers agricoles, s'explique par le fait que, pour des raisons tactiques, les fascistes initièrent leurs attaques anti-ouvrières là où le prolétariat était le plus faible, le moins concentré, éparpillé dans les campagnes et les petites villes de province. Mais son véritable objectif stratégique était dès le début les fortes concentrations ouvrières qui se trouvaient à l'époque dans le «triangle industriel» de Lombardie-Piémont-Ligurie.

La Gauche Communiste voyait donc juste lorsqu'elle décrivait le fascisme comme la réponse du capitalisme impérialiste au danger révolutionnaire prolétarien. La force des positions de la Gauche ne provient pas seulement de la cohérence maintenue par les camarades qui la constituaient dans les années vingt, après la victoire fasciste, lors du conflit mondial et jusqu'à nos jours, mais aussi et surtout de la démonstration historique de la justesse de son analyse des fonctions et des rôles respectifs du fascisme et de la démocratie dans la défense et le maintien de la société capitaliste. (...)

**LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
NOTRE PRESSE INTERNATIONALE!**
«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

CORRESPONDANCE :
Pour la France :
Editions Programme, 3 rue
Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse :
Editions Programme, Ch. de la
Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie :
Il Comunista, C. P. 10835,
20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**